



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

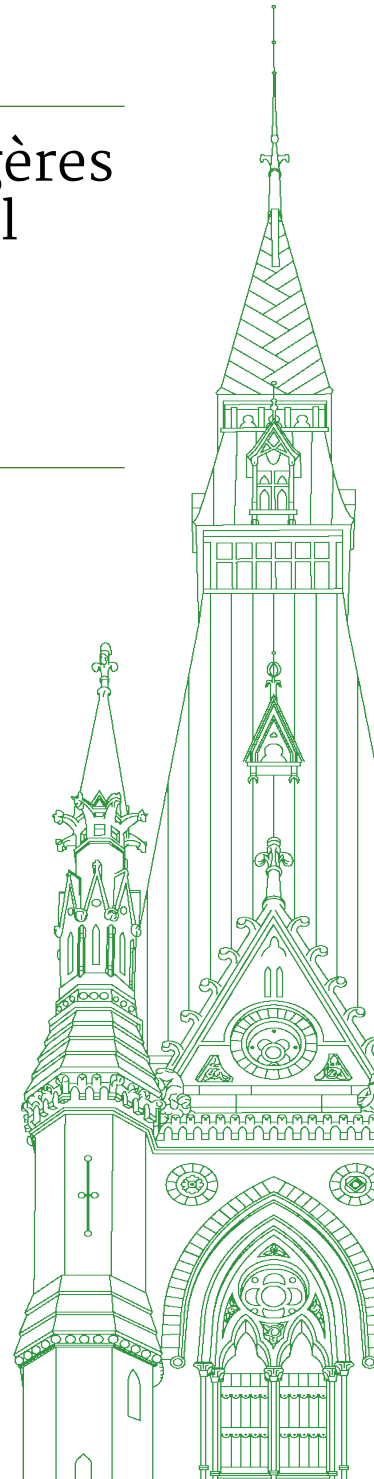
TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 024**

Le jeudi 26 février 2026

---

Président : Ahmed Hussen





## Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 26 février 2026

• (1530)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Ahmed Hussien (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)):** La séance est ouverte.

Bienvenue à la 24<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

[Français]

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 12 février, le Comité se réunit dans le cadre de son étude sur la crise humanitaire à Cuba.

[Traduction]

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Des députés sont présents dans la salle et d'autres participent à distance au moyen de l'application Zoom.

J'inviterais tous les participants en personne à consulter les lignes directrices inscrites sur les cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont en place pour protéger la santé et la sécurité des participants et des interprètes.

Veillez noter que la réunion d'aujourd'hui a lieu, exceptionnellement, avec des services d'interprétation en espagnol en plus des deux langues officielles. Nous tenons à remercier l'équipe d'interprètes qui est avec nous aujourd'hui. Les députés et les témoins n'ont qu'à choisir le canal qu'ils désirent sur la console située à leur place dans la salle ou sur l'application Zoom.

J'aimerais formuler quelques autres commentaires.

Veillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole. Je vous rappelle que tous les commentaires doivent être adressés à la présidence. Pour les députés présents dans la salle, si vous souhaitez prendre la parole, veuillez lever la main. Pour ceux qui sont sur Zoom, veuillez utiliser la fonction « Lever la main ».

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins pour la première heure.

Nous accueillons des représentants de la Coalition des Canadiens Cubains: Mme Kirenia Carbonell, directrice des relations publiques; M. Raimet Martinez, président; et M. David Mederos, membre.

Nous accueillons Mme Carolina Barrero Ferrer, présidente-directrice générale de Citoyens et Liberté. Elle comparait par vidéoconférence.

Vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire. Nous passerons ensuite aux questions.

J'invite maintenant Mme Kirenia Carbonell, directrice des relations publiques de la Coalition des Canadiens Cubains, à faire une déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes.

*Bienvenido.*

**Kirenia Carbonell (directrice des relations publiques, Coalition des Canadiens Cubains):** *Gracias.*

Monsieur le président, honorables membres du Comité, je vous remercie de cette invitation. Je m'appelle Kirenia Carbonell et je représente la Coalition des Canadiens Cubains.

Je suis ici pour témoigner d'un effondrement multidimensionnel. Cuba traverse actuellement la pire crise humanitaire et économique de son histoire moderne. Ce n'est pas une simple opinion; il suffit de consulter les statistiques officielles, les analyses indépendantes et de tenir compte du quotidien de millions de personnes pour le constater.

J'aimerais parler du mythe des causes externes. Soyons clairs: cette crise n'est pas une conséquence récente de politiques externes. L'effondrement structurel de Cuba a commencé bien avant les sanctions récemment imposées. Entre 2020 et 2024, le PIB s'est contracté de plus de 15 %. L'économie est stagnante et improductive, et c'est voulu. La production agricole a chuté, obligeant une île fertile à importer la grande majorité de sa nourriture. L'inflation a atteint trois chiffres, ce qui signifie que les salaires et les retraites ne sont plus suffisants pour subvenir aux besoins alimentaires de base. Ce sont là les conséquences de décisions en matière de politique intérieure et d'une gestion centralisée déficiente, et non d'une intervention étrangère.

J'en viens à l'effondrement démographique et énergétique. Le coût humain est effarant. Depuis 2022, plus d'un demi-million de Cubains — soit environ 5 % de la population — ont fui vers les États-Unis. Il s'agit d'une hémorragie démographique sans précédent en temps de paix. À cela s'ajoute une défaillance énergétique totale. Le régime blâme les pénuries de carburant, mais la vérité, c'est que cette situation est attribuable à des décennies de négligence. Les centrales thermoélectriques de Cuba sont vieilles de 40 à 50 ans. Aucuns travaux de modernisation d'envergure n'ont été effectués depuis les années 1990. Le régime a donné la priorité à la construction d'hôtels de luxe au détriment du réseau électrique national, même si les citoyens subissent des pannes d'électricité pouvant durer jusqu'à 22 heures par jour.

Parlons de la santé et des mauvaises priorités. Le système de santé publique — autrefois le fleuron du régime — s'est effondré. Il y a une grave pénurie de médicaments de base et de fournitures chirurgicales. Les données officielles sur les investissements révèlent une terrible réalité: le régime alloue 14 à 15 fois plus de capitaux aux infrastructures touristiques qu'aux soins de santé. Ce ne sont pas des anecdotes; ce sont des choix budgétaires. Alors que des enfants manquent d'antibiotiques, des conglomérats militaires comme GAESA continuent de développer leur portefeuille d'hôtels de luxe et leurs chaînes de vente au détail où seul le dollar est accepté.

J'aimerais maintenant parler de la répression et des prisonniers politiques. L'échec économique est indissociable de la répression politique. Depuis les manifestations pacifiques du 11 juillet 2021, le régime détient plus de 1 000 prisonniers politiques, dont des artistes, des journalistes, des universitaires et des mineurs. L'aide humanitaire ne peut être gérée efficacement dans un pays où la société civile est criminalisée et où la distribution de l'aide est monopolisée par les structures mêmes qui sont responsables de la crise.

Nous formulons donc des recommandations à l'intention du Canada, car l'engagement de longue date de ce pays avec Cuba lui confère à la fois un levier et une responsabilité. Nous exhortons respectueusement le gouvernement du Canada à soutenir l'aide humanitaire exclusivement par le truchement d'organismes indépendants confessionnels et de la société civile, à défendre les droits en demandant systématiquement la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, à encourager la reddition de comptes en veillant à ce que l'engagement et le commerce canadiens ne profitent pas aux entités contrôlées par l'armée, et à offrir son soutien en renforçant la protection des journalistes indépendants et des défenseurs des droits de la personne.

En conclusion, le Canada doit se tenir aux côtés du peuple cubain, non pas en légitimant un statu quo répressif, mais en alignant sa politique sur les principes de transparence, de reddition de comptes et de dignité humaine.

Je vous remercie. Je suis prête à répondre à vos questions.

• (1535)

**Le président:** Merci beaucoup.

J'invite maintenant Mme Carolina Barrero Ferrer à prononcer sa déclaration préliminaire.

**Carolina Barrero Ferrer (présidente-directrice générale, Citoyens et Liberté):** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Monsieur le président, distingués membres du Comité, c'est un honneur pour moi de comparaître devant cette institution, dont la tradition de rigueur démocratique et d'engagement envers le droit international représente précisément ce pour quoi des millions de Cubains ont renoncé à leur liberté, et bon nombre d'entre eux ont sacrifié leur vie.

Permettez-moi de commencer par définir ce que le Comité a qualifié de « crise humanitaire » avec la grande précision qu'exige une analyse politique rigoureuse. Cuba n'est pas aux prises avec une crise au sens technique du terme. Par définition, une crise est une rupture temporaire de l'ordre préexistant. La situation que traverse Cuba en ce moment est fondamentalement différente. Elle est le résultat structurel, systématique et soutenu d'un modèle de gouvernance qui a relégué au deuxième rang le bien-être de la population afin de préserver le pouvoir d'une élite militaire et familiale.

Les pannes de courant qui ont récemment été portées à l'attention de l'opinion et des médias internationaux ne sont pas le résultat d'une pénurie; elles sont le résultat des priorités qui ont été fixées. Pendant des années, Cuba a reçu du pétrole à des prix préférentiels, voire gratuitement, du Venezuela, du Mexique et de la Russie. Plus de 60 % de cet approvisionnement a été vendu à la Chine et à d'autres pays, plongeant ainsi les Cubains dans le noir. Les centrales électriques fonctionnaient avec des composantes vétustes, et le réseau électrique s'est effondré en raison d'un manque d'entretien.

Au moment où on se parle, un nuage toxique recouvre La Havane. On brûle des déchets depuis plus d'une semaine sans avoir fait de tri préalable ou mis en place des protocoles sanitaires. Des plastiques, des composés chimiques et des matières très toxiques brûlent partout dans la ville. Les enfants, les personnes âgées et les malades respirent cette fumée toxique et ils ne peuvent pas demander de protection, car le simple fait de se plaindre, même sur les réseaux sociaux, suffit à justifier une détention arbitraire, un traitement dégradant et une condamnation judiciaire sans application régulière de la loi.

Les cas d'Ernesto Ricardo, de Kamil Zayas, d'Ankeileys Guerra et de Sulmira Martínez — qui a été condamnée à cinq ans de prison — ne sont que quelques exemples parmi les plus récents de gens qui ont subi ce sort parce qu'ils avaient publié du contenu sur les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, j'aimerais attirer votre attention sur un fait que l'on ne peut ignorer dans une analyse économique. GAESA, le conglomérat contrôlé par les forces armées, a enregistré des réserves de liquidités de 18,5 milliards de dollars dans son bilan de 2024 — 18,5 milliards de dollars dans un pays où il n'y a pas de médicaments dans les hôpitaux, où les écoles tombent en ruine et où les infrastructures de santé se sont effondrées —, et, parallèlement, la tour K se dresse comme un monument sans équivoque à l'inégalité structurelle qui soutient le système: l'accumulation de la richesse au sommet et la pauvreté abjecte tout en bas.

On estime qu'au cours des 15 dernières années, le GAESA a construit de nouveaux hôtels pour un montant total de 24 milliards de dollars. La moitié de cette somme aurait permis de remettre en état le réseau électrique national. Or, ce n'est pas la priorité du régime oppressif et corrompu de veiller véritablement aux intérêts du peuple cubain.

Par conséquent, j'aimerais maintenant présenter respectueusement trois recommandations au Comité.

Premièrement, les relations bilatérales nouées avec Cuba sans exiger explicitement la protection des droits civils et politiques des Cubains contribuent à soutenir le régime qui est à l'origine de la crise dont nous discutons aujourd'hui. Il est terrible de fournir de l'aide humanitaire sans condition à un régime qui utilise les pénuries pour maintenir la population dans la misère.

Ensuite, le Canada dispose de l'autorité et des outils institutionnels nécessaires pour imposer des sanctions aux dirigeants responsables des graves violations des droits de la personne. Le principe de la responsabilité individuelle qui est enchâssé dans le droit international permet de mettre en avant ce genre de responsabilité.

Enfin, la libération inconditionnelle des prisonniers politiques doit être une condition préalable non négociable à toute relation bilatérale entre le Canada et Cuba.

• (1540)

Mesdames et messieurs, le peuple cubain ne demande pas au monde de régler les problèmes de Cuba. Il lui demande de cesser de légitimer ceux qui ont causé ces problèmes. L'histoire jugera les démocraties non seulement en fonction de ce qu'elles auront bâti, mais aussi en fonction de ce qu'elles auront accepté alors qu'elles avaient l'autorité morale et les outils institutionnels nécessaires pour faire les choses différemment. Le Comité a ce pouvoir et cette possibilité. Je vous prie d'agir en conséquence.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup de vos observations.

Nous allons maintenant passer aux questions, en commençant par Mme Rood.

Vous avez six minutes.

**Lianne Rood (Middlesex—London, PCC):** Merci beaucoup.

Je remercie les témoins de leurs témoignages très touchants dans leurs déclarations préliminaires.

Cuba vit depuis 67 ans sous le régime communiste et traverse actuellement sa pire crise humanitaire depuis la « période spéciale ». Pourquoi êtes-vous d'avis que les pénuries de nourriture, de médicaments, d'électricité et d'eau potable dont souffrent les Cubains ordinaires aujourd'hui sont surtout attribuables non pas à des facteurs externes, mais plutôt à la gestion économique centralisée déficiente du gouvernement? Je sais que vous en avez parlé un peu dans votre déclaration préliminaire. Vous pouvez répondre.

**Kirenia Carbonell:** Je vous remercie de votre question.

J'aimerais commencer par dire que le régime actuel utilise la faim pour contrôler la situation. C'est ainsi qu'il a pu, comme je le disais, investir dans plus de 400 hôtels de luxe à Cuba — il y en a environ 400, dont certains sont des hôtels quatre étoiles et cinq étoiles —, et alors qu'il continue de construire ces hôtels — la chaîne d'approvisionnement, comme par miracle, semble fonctionner pour fournir à ces hôtels tout ce dont ils ont besoin —, les besoins essentiels de la population cubaine ne sont pas comblés.

Je tiens toutefois à souligner que cette situation n'a pas commencé en janvier. Nous souffrons de la faim depuis des décennies. On estime que 89 % de la population vit dans une pauvreté extrême. Nous avons des bodegas, ce que nous appelons, au Canada, des « dépanneurs ». Chaque ville en compte généralement un. Les étagères y sont vides depuis... depuis aussi longtemps que je me souviens.

Nous avons des pharmacies et des cliniques. Or, en raison de la crise de l'immigration, non seulement nous manquons de médicaments, mais nous manquons aussi de spécialistes, car Cuba exporte ses spécialistes du secteur de la santé. Le pays contribue d'ailleurs à l'esclavage moderne de la façon suivante: les pays envoient au gouvernement les salaires des spécialistes, mais le gouvernement les conserve — tout comme les passeports —, et ne verse aux spécialistes qu'un pourcentage du salaire qu'ils devraient recevoir. Ces salaires sont conservés à La Havane, et pas un cent de cet argent n'est versé au personnel de santé dans ces missions. C'est donc une façon de contrôler la population.

Réfléchissez à ceci un instant: ici, au Canada, plus de 60 % de la population s'intéresse à la politique. À Cuba, les gens veulent plutôt savoir quel sera leur prochain repas. Les mères n'ont pas de temps à

consacrer à la politique, et celles qui ont fait preuve de courage sont actuellement derrière les barreaux. À un moment donné, plus de 97 femmes étaient derrière les barreaux, car elles s'étaient exprimées, ou, plus précisément, étaient descendues dans la rue. Les mères sont occupées à essayer de trouver un autre verre de lait pour leurs enfants.

Je sais que la réalité est tellement sombre qu'il est difficile de traduire en mots ce que vit le peuple cubain. Je fais toutefois de mon mieux pour décrire ce qui se passe sur l'île.

• (1545)

**Lianne Rood:** Je vous remercie.

Madame Barrero Ferrer, dans vos observations, vous avez fait allusion à des documents secrets qui ont fait l'objet d'une fuite et qui montrent que le conglomérat militaire cubain GAESA détient dans ses comptes des réserves de liquidités pouvant atteindre 18 milliards de dollars — de l'argent provenant du tourisme, du commerce de détail et des ports contrôlés par les Forces armées révolutionnaires —, alors que les Cubains ordinaires subissent des pannes quotidiennes. Ils fouillent dans les poubelles pour se nourrir et meurent faute de médicaments de base, comme vous l'avez dit.

À votre avis, cela ne prouve-t-il pas que la crise humanitaire est attribuable aux 67 années de mauvaise gestion communiste corrompue et d'accumulation de la richesse par l'élite, plutôt qu'à des facteurs externes?

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Pour ceux qui ne le savent peut-être pas, GAESA est l'entreprise militaire qui contrôle 60 % de l'économie et près de 90 % des finances de l'ensemble de Cuba. C'est un conglomérat d'entreprises contrôlé par les forces armées et par la famille Castro. En 2024, ses états financiers indiquaient qu'il disposait de réserves de liquidités pouvant atteindre 18,5 milliards de dollars. Ces réserves sont suffisantes pour résoudre un grand nombre des difficultés que connaît Cuba en ce moment dans le cadre de la crise humanitaire. Cette situation montre clairement que le bien-être du peuple cubain n'est pas la priorité du régime.

Cela met également en lumière les initiatives visant à fournir de l'aide humanitaire à Cuba au fil des ans. L'aide acheminée a, en majorité, été revendue à la population. C'est ce qui s'est passé avec les matelas. Nous avons entendu dire que des matelas gratuits étaient arrivés au pays, mais que les gens avaient dû les acheter avec des devises fortes. Nous savons que des marchandises proviennent également d'Europe. Elles sont envoyées dans les régions rurales. Les gens disent qu'ils reçoivent cette aide humanitaire, mais ils doivent la payer. Nous avons des preuves très claires à ce sujet. Il y a des centaines d'hôtels, pratiquement inoccupés, mais l'argent n'est investi nulle part ailleurs. De nombreux pays, comme le Canada, envoient des touristes à Cuba, et le régime continue de construire de plus en plus d'hôtels. Pourquoi? Pour qui? Ces chambres d'hôtel sont vides. Le régime devrait construire des hôpitaux et des écoles.

Nous affirmons que le régime est la cause structurelle de la crise à Cuba, parce que s'il voulait vraiment prendre soin de la population, il aurait pu utiliser les ressources dont il dispose depuis près de 70 ans. Or, nous avons constaté que cela ne sert pas les intérêts du régime. Comme le disait ma collègue, le régime veut que les gens aient faim afin de pouvoir les contrôler.

**Le président:** Malheureusement, nous devons passer au prochain collègue.

Monsieur Guilbeault, vous avez six minutes.

**L'hon. Steven Guilbeault (Laurier—Sainte-Marie, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup d'être ici avec nous.

Hier, comme vous le savez, la ministre des Affaires étrangères, la ministre Anand, a annoncé une aide de 8,3 millions de dollars à Cuba, ce qui représente environ le double de ce que le Canada envoie annuellement à ce pays. Comment l'aide humanitaire du Canada, en particulier les fonds destinés au Programme alimentaire mondial, à l'UNICEF ou à la Croix-Rouge, peut-elle être utilisée sur le terrain pour soutenir les Cubains vulnérables?

• (1550)

**Kirenia Carbonell:** J'aimerais commencer par dire que nous sommes très reconnaissants chaque fois que le gouvernement du Canada et les Canadiens viennent en aide à la population cubaine. Deux éléments sont préoccupants à ce sujet. Je vais vous donner mon avis du point de vue cubain et aussi du point de vue canadien.

Du point de vue cubain, nous savons, par exemple, que les 8,3 millions de dollars iront aux organisations que vous venez de mentionner. Ce qui nous inquiète, c'est de savoir avec qui ces organisations vont s'associer à Cuba. Le gouvernement a l'habitude de présenter la Federación de Mujeres Cubanas et le Central de Trabajadoras de Cuba, par exemple, comme des organismes non gouvernementaux indépendants, mais ils ne le sont pas. Ils font partie de la structure en place avec laquelle nous sommes aux prises et qui est un échec.

Je ne vais pas demander au Canada de s'abstenir d'envoyer de l'aide, mais plutôt lui demander que l'aide soit distribuée, disons, par des institutions confessionnelles, par la société civile, parce que le régime la détournera. Comme le disait Mme Barrero, on a des preuves que des touristes ont trouvé dans leur hôtel à Cuba des trousseaux d'aide qui avaient été envoyés pour la population. Elles ne se rendent pas jusqu'aux gens. J'ai quitté l'île il y a 23 ans. Je reste en contact avec ma famille. Je viens de la province d'Holguín. Le Canada aide Cuba depuis des décennies, mais personne dans ma famille et dans ma province n'a reçu d'aide.

Nous venons vous faire part de nos préoccupations, mais nous avons aussi des solutions. Nous pourrions faire parvenir plus tard au Comité, dans un envoi séparé, les organismes à Cuba qui sont disposés à distribuer l'aide et qui sont capables de le faire. Ils disposent des ressources humaines et de la capacité nécessaires pour la distribuer dans toute l'île. Nous avons reçu la confirmation de Caritas, à La Havane, qu'elle n'a pas la capacité d'apporter son aide en ce moment. L'administration américaine distribue actuellement de l'aide à Cuba, et le représentant des États-Unis s'est rendu dans les provinces pour parler directement aux responsables sur le terrain et s'assurer qu'ils ont un processus de reddition de comptes et de vérification pour veiller à ce que l'aide parvienne à la population. Je suggère que le Canada fasse de même, s'il le souhaite.

Merci.

**L'hon. Steven Guilbeault:** Vous suggérez que, plutôt que de travailler avec des organisations comme celles que j'ai mentionnées — la Croix-Rouge, l'UNICEF ou le Programme alimentaire mondial —, nous travaillions avec des organisations confessionnelles.

Je crois que nous le faisons déjà en partie. Voulez-vous dire que nous devrions nous abstenir de travailler avec les agences des Nations unies?

**Kirenia Carbonell:** Non, ce n'est pas ce que je veux dire. Le Canada travaillera avec les partenaires qui sont déjà sur place. Je dis que ces partenaires, s'ils sont prêts à le faire... Nous pouvons leur fournir le nom d'organismes au sein de la société civile pour veiller à ce que l'aide parvienne réellement aux gens.

En fait, si l'UNICEF ou le Programme alimentaire mondial distribue l'aide avec un partenaire cubain, les prisonniers politiques et les familles des prisonniers politiques n'en verront pas la couleur. La Coalition a envoyé des médicaments à Cuba. Je vais vous raconter une histoire rapidement. Nous avons envoyé des médicaments pour des enfants qui étaient malades à La Havane et qui faisaient beaucoup de fièvre. Leurs mères n'avaient pas de thermomètre pour prendre leur température, alors nous avons envoyé une trousse d'aide. Les autorités ont dépêché trois voitures de police à la résidence de la personne qui était chargée de recueillir les médicaments et de les distribuer aux enfants de prisonniers politiques. C'est la réalité à Cuba. C'est ce qui se passera aussi pour l'aide que le Canada envoie.

L'autre chose que je voulais ajouter, si vous me le permettez, c'est que si le Canada envoie de l'argent à Cuba — du financement ou de l'aide financière — à ces partenaires dans l'île, cet argent aboutira dans les magasins « dollarisés » de détail qui appartiennent au régime. Les 8,3 millions de dollars pourraient aussi bien être envoyés directement au GAESA.

J'ai parlé plus tôt du point de vue canadien. La vie au Canada est difficile. L'inflation atteint 7,1 %. Pourquoi l'argent des contribuables canadiens servirait-il à financer une dictature militaire qui possède plus de 18 milliards de dollars d'actifs? Cela me dépasse. Le Canada devrait plutôt engager un dialogue ferme avec les autorités cubaines pour dire qu'il faut qu'il y ait des réformes après 67 ans. Il faut qu'il y ait des élections. Il faut qu'il y ait une transition pacifique vers la démocratie.

C'est ce que nous aimerions beaucoup voir le Canada faire. Il ne devrait pas continuer à acheminer de l'aide financière à une dictature statique. Ils ne veulent pas démocratiser l'île. Ils ne veulent pas mettre en œuvre des réformes pour avoir une économie de marché.

Pourquoi les autorités à Cuba doivent-elles demander à des entreprises canadiennes d'investir dans notre île? C'est parce que les Cubains ne peuvent pas le faire. Ici, au Canada, quand on prépare une demande d'approvisionnement, on doit viser à avoir des produits qui ont un contenu canadien à 85 %, parce qu'on veut développer l'industrie canadienne. Pourquoi les Cubains ne peuvent-ils pas en faire autant? Pourquoi les entreprises canadiennes permettent-elles à un régime d'exploiter ses travailleurs? Encore une fois, l'argent... Pour vous donner un exemple, Sherritt International pollue dans ma province. La municipalité, Moa, où elle exerce ses activités, est une catastrophe environnementale. Sherritt finance le gouvernement cubain. Comme ce sont des agences de placement qui perçoivent les salaires, le gouvernement se les approprie et n'en verse qu'une partie aux employés. Nous n'avons pas de syndicats indépendants, alors les entreprises canadiennes contribuent à l'esclavage moderne à Cuba.

• (1555)

**Le président:** Merci beaucoup.

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez six minutes.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ):** Merci, monsieur le président.

[*Le député s'exprime en espagnol et ses propos sont interprétés ainsi:*]

Je vais parler en français, parce que mon parti politique me demande de parler en français.

[Français]

Madame Carbonell, je voudrais juste m'assurer que je comprends bien. L'argent qui a été débloqué par le Canada tout dernièrement va normalement être acheminé par le truchement de deux enveloppes: le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations unies pour l'enfance. Ai-je bien compris que ces organisations, qui sont quand même habituées à livrer de l'aide humanitaire partout sur la planète, seraient incapables de livrer cette aide directement à la population sur l'île de Cuba?

[Traduction]

**Kirenia Carbonell:** Je ne peux pas parler de la façon dont ils fonctionnent sur le terrain. Ce que je peux dire, c'est que les organisations que vous avez mentionnées devraient coordonner leurs activités avec des entités qui ne font pas partie du régime. Le régime est à l'origine de la crise humanitaire que nous connaissons en ce moment. Comme je l'ai dit, si c'est le régime qui est chargé de distribuer l'aide aux Cubains, cette aide ira à ses hôpitaux militaires, à ses manoirs, à l'élite cubaine et aux hôtels. Il y a environ 35 entreprises qui font partie du GAESA.

Par conséquent, ce que nous suggérons, c'est que l'aide qui, nous l'espérons, ne sera pas en espèces... J'espère que ce ne sera pas en dollars canadiens, parce qu'ils se retrouveront dans les magasins du régime. Les autres magasins qui utilisent la devise nationale... Il faut savoir que les Cubains sont payés en devise nationale, mais pour obtenir l'essentiel, ils doivent se rendre dans ces magasins où la seule devise est le dollar. Mais peu importe, les fonds aboutiront dans les livres du GAESA.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** On verra. Ça vient souvent avec de la reddition de comptes. Ces organismes sont quand même des organismes compétents. On verra si vous avez raison.

J'aimerais quand même vous demander si, selon vous, il est tout à fait possible à la fois de ne pas adhérer aux idéaux politiques d'un régime et de ne pas soutenir des politiques internationales qui étouffent une population directement.

[Traduction]

**Kirenia Carbonell:** Quand elles viennent du gouvernement, les politiques à Cuba ont une incidence sur la population. Il n'y a pas une politique à Cuba qui ne touche pas la population.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je vous parlais de politique internationale. Je parlais de la politique des États-Unis.

[Traduction]

**Kirenia Carbonell:** Je suis désolée. Vous êtes si près que j'entendais le français et l'anglais...

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je suis désolé. Je vais parler plus doucement.

En matière de droits de la personne, n'avez-vous pas l'impression que la politique américaine a eu beaucoup plus de conséquences sur la population que le régime en a eues?

Ça fait 66 ans qu'il y a un blocus à Cuba et le régime est toujours en place. Ce qu'on voit présentement, c'est une crise humanitaire qui est, je pense, une des plus graves que Cuba ait connues et c'est la population qui souffre. Je ne porte aucun jugement. Je vous pose juste la question.

Je veux parler des politiques américaines.

Si je me fie à ce que je vois présentement, je ne vois pas que le régime est en train de tomber. Par contre, je vois que la population est en train de souffrir. N'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter?

• (1600)

[Traduction]

**Kirenia Carbonell:** Je comprends ce que vous voulez dire. Il est vrai que nous avons le réflexe de nous inquiéter de la politique extérieure de l'administration américaine, mais la véritable cause des souffrances à Cuba n'est pas externe. Comme je viens de le dire, l'administration cubaine s'occupe de la répression et elle s'occupe des centres de villégiature. Si elle le voulait, elle pourrait aussi s'occuper des soins de santé et du système d'éducation, mais le régime cubain ne se soucie pas de la souffrance du peuple.

On parle d'un régime qui, hier, aurait dû dire: « Nous ne sommes pas en mesure de gérer cette île. Nous avons une économie centralisée qui ne fonctionne pas. Nous allons mettre en place une démocratie et nous allons procéder à des réformes économiques. » Cependant, ils sont dans leur coin et blâment tout le monde et leur mère au lieu de rendre des comptes et d'avouer que ce sont leurs politiques ratées qui nous ont donné 67 ans de dictature.

Par exemple, le régime est en mesure de se procurer de l'équipement de protection individuelle auprès d'un pays de l'OTAN. Il est ahurissant de constater qu'un pays de l'OTAN comme l'Espagne a fourni aux forces cubaines tout l'équipement militaire dont elles ont besoin, en sachant que les forces cubaines sont déployées contre la population civile non armée lorsqu'elle descend dans la rue pour exiger la liberté, et en sachant qu'elles sont déployées au Venezuela pour faire partie du cercle rapproché du régime narcoterroriste de Maduro.

Les autorités cubaines vont à l'assemblée des Nations unies et viennent ici au Canada, à la Chambre, pour débiter des mensonges, et elles disent au monde qu'il n'y a pas de soldats cubains en Ukraine et qu'il n'y en a pas au Venezuela. Ces soldats reviennent à Cuba dans des cercueils, et le monde voit que ce sont des mensonges.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Et...

**Le président:** Monsieur Brunelle-Duceppe, Mme Barrero Ferrer veut répondre à votre question.

[Traduction]

Madame Ferrer, allez-y.

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Merci.

J'aimerais répondre très clairement à la question. La réponse est non. Les sanctions américaines ne sont pas la cause de la crise humanitaire. Je vais vous expliquer pourquoi.

Premièrement, il n'y a pas de blocus. Il n'y en a pas eu au cours de ces 67 années. Nous avons une série de sanctions assez complexes, mais la seule chose qu'elles visent, c'est la capacité du régime à demander du financement aux banques nord-américaines. Pourquoi le régime cubain voudrait-il demander du financement aux banques d'impérialisme?

Cela dit, Cuba achète de la nourriture et des médicaments des États-Unis. Les États-Unis sont le cinquième fournisseur en importance de produits alimentaires à Cuba.

Puis-je conclure, s'il vous plaît?

**Le président:** Le temps est écoulé.

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Le temps est écoulé. On va m'interrompre. Je ne peux pas terminer ma réponse.

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à Mme Cobena. Vous avez cinq minutes.

**Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC):** Merci.

[*La députée s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Tout d'abord, j'aimerais remercier tous les témoins, notamment Mme Ferrer. Je comprends qu'il doit être très difficile de parler des difficultés que vit votre pays en ce moment.

Avant de poser mes questions, j'aimerais donner à Mme Ferrer l'occasion de terminer sa réponse à la question précédente.

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Merci. C'est très gentil de votre part.

Il ne s'agit pas seulement du cinquième exportateur d'aliments et de médicaments en importance...

**Le président:** Je suis désolé de vous interrompre.

Si vous pouviez ralentir votre débit pour aider les interprètes, ce serait utile. Merci.

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui, avec plaisir, si je ne suis pas interrompue. Je ne savais pas trop comment procéder. Merci.

J'ai une autre question. L'un d'entre vous remettrait-il en question les sanctions que les pays européens ont mises en place contre Vladimir Poutine ou Loukachenko au Bélarus? Pourquoi exempter l'armée cubaine et les responsables des violations des droits de la personne, ceux qui sont des alliés de Poutine, qui ont envoyé des mercenaires à la guerre? Pourquoi les laisser s'en tirer ainsi? Pourquoi ne pas les sanctionner?

En vertu de la loi de Magnitski, des sanctions individuelles pourraient être appliquées, et elles sont utilisées partout dans le monde. Pourquoi exempter les Cubains de cela? Est-ce tabou?

C'est ma réponse. Merci beaucoup.

• (1605)

**Sandra Cobena:** [*La députée s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Merci, madame Ferrer.

En une minute, pourriez-vous faire part au Comité d'une vision claire de la situation humanitaire actuelle à Cuba, notamment en ce qui concerne l'accès à la nourriture, aux médicaments, à l'électricité et aux services publics de base? Comment les conditions ont-elles évolué au cours des dernières années?

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui, la crise à Cuba est comparable seulement à celle en Haïti. À Cuba, rien ne fonctionne. Il n'y a pas de services publics. Il n'y a pas de services d'éducation, de santé, de transport. Les villes ne fonctionnent pas. La seule chose qui fonctionne, c'est l'oppression.

Pour vous donner une idée, si une personne fait une crise cardiaque et appelle une ambulance, l'ambulance arrivera peut-être huit heures plus tard, ou peut-être pas du tout. Si vous vous plaignez, protestez ou revendiquez la liberté, ou dites « À bas la dictature » dans la rue, quatre voitures de patrouille seront à votre porte dans les 15 minutes, et vous serez jeté en prison. On trouve de l'essence pour ce genre de choses, et les services fonctionnent. C'est un pays où la seule chose qui fonctionne, c'est l'oppression. Les citoyens n'ont pas le droit de se plaindre.

Une publication sur Facebook peut faire en sorte que vous vous retrouviez en prison. C'est ce qui se passe actuellement pour les jeunes. Tout ce que fait le régime, c'est se poser en victime. Il ne rend pas de comptes aux citoyens. Il ne prend pas ses responsabilités.

En ce qui concerne la piètre gestion, cela va bien au-delà de l'inefficacité. Il s'agit des priorités que le régime a établies. Il ne prend pas soin des gens, ses priorités sont ailleurs. Il ne cesse de demander de l'aide pour continuer à se justifier, à s'enrichir. C'est un régime très corrompu. Il existe des preuves que le régime a volé de l'aide humanitaire.

**Sandra Cobena:** [*La députée s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Merci, madame Ferrer.

Pouvez-vous nous dire ce qui a causé la crise humanitaire actuelle à Cuba?

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui. Comme je le disais, c'est plus qu'une crise. C'est systémique. Cela fait partie de la structure. Ce qui se passe maintenant est causé par la nature du régime castriste depuis plus de 60 ans. Si les centrales électriques ne sont pas entretenues pendant 30 ans, les composants ne peuvent pas être réparés, car ils ne sont plus vendus. Depuis les années 1980, une grande partie du réseau électrique n'a pas été entretenu — mais on construisait des hôtels — parce que cela ne présentait pas d'intérêt pour le régime. Ce n'était pas sa priorité.

C'est une crise causée par des conditions structurelles. L'aide humanitaire n'est qu'un cataplasme: elle peut apporter un peu de soulagement, mais il faut se pencher sur les causes de la souffrance du peuple cubain. Il faut examiner la cause, et cette cause, c'est la nature du régime.

**Sandra Cobena:** [*La députée s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:* ]

Récemment, le Canada s'est engagé à fournir 18,3 millions de dollars d'aide à Cuba. Selon l'expérience passée, comment l'aide est-elle habituellement distribuée à l'intérieur du pays?

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:* ]

L'aide est distribuée par l'entremise d'organisations comme l'UNICEF, la Croix-Rouge et d'autres programmes. Ces organisations sont établies partout dans le monde et ont des structures de reddition de comptes qui ont fait leurs preuves. Toutefois, elles travaillent avec des organismes de l'État cubain qui sont liés au régime cubain, à la famille Castro, et qui finissent par redistribuer l'aide par d'autres intermédiaires à qui il est difficile de demander des comptes.

Nous avons reçu beaucoup de rapports que nous pouvons vous envoyer. L'aide finit par être revendue, même à des hôtels, et elle ne se rend pas à la population. Nous suggérons que vous utilisiez les églises Caritas et les groupes religieux qui ont la même capacité de rendre des comptes à l'échelle internationale. Ils ont montré que l'UNICEF ou la Croix-Rouge n'ont pas la capacité de rendre l'aide jusqu'aux gens, pas à Cuba du moins. Cela doit se faire par l'entremise des organismes sur le terrain. En passant par les églises, l'aide se rend.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Vandenberg.

Vous avez cinq minutes.

• (1610)

**Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.):** Merci beaucoup.

Je tiens à remercier les deux témoins du travail qu'elles font et de leur témoignage d'aujourd'hui.

Nous avons tous des électeurs qui nous écrivent, et nous voyons les images en provenance de Cuba. La situation nous préoccupe beaucoup, et nous voulons vraiment aider le peuple cubain et lui fournir de l'aide humanitaire, comme notre gouvernement l'a annoncé hier.

J'aimerais beaucoup savoir comment le Canada peut utiliser son aide à la fois pour assurer une stabilité à long terme à Cuba et pour aider le peuple cubain, mais aussi l'utiliser comme levier pour obtenir le genre de réformes économiques et de gouvernance dont vous parliez.

J'ai travaillé avec des organisations des Nations unies, et pour vous rassurer, l'aide canadienne n'est généralement pas versée en biens ou en espèces. Souvent, ce sont des gens du Programme alimentaire mondial qui vont travailler directement avec les communautés, avec les femmes, pour les aider à acheter des produits agricoles, les préparer et les distribuer. Nous voulons nous assurer que notre aide se rend au bon endroit. Je pense que c'est ce que nous voulons tous. Cette semaine, les fonctionnaires nous ont dit que

l'aide est souvent destinée à des projets d'énergie renouvelable locaux, à l'augmentation du rendement des récoltes des agricultrices, ce genre de choses.

Je ne veux pas envoyer le message qu'on ne devrait pas envoyer d'aide, mais comment pouvons-nous renverser la vapeur et l'utiliser pour obtenir les réformes et les résultats que nous souhaitons tous?

**Kirenia Carbonell:** Je vous remercie de la question.

Je tiens également à exprimer ma reconnaissance à tous les Canadiens qui s'inquiètent de la situation à Cuba. Beaucoup de nos amis depuis plus de 20 et 30 ans sont également préoccupés. Les Canadiens cubains sont alarmés eux aussi, parce que même si nous voulons aider nos familles, nous n'avons aucun moyen de le faire en ce moment.

Cela dit, nous ne disons pas qu'il ne faut pas envoyer d'aide, ou qu'il ne faut pas coopérer avec les gens sur le terrain. Nous comprenons que le Canada a des principes lorsqu'il s'agit d'apporter une aide humanitaire en cas de crise. Ce n'est pas ce que nous affirmons. Nous disons que même si le représentant du régime est venu ici et a tenu les propos qu'il a tenus, nous recommandons que le Comité ne les prenne pas au pied de la lettre. Les dirigeants prétendront qu'ils ont utilisé ces fonds pour construire ceci et cela. Ne les croyez pas.

Le même après-midi où il affirmait que le régime cubain soutenait la paix, une résolution des Nations unies faisait l'objet d'un vote. Pendant qu'il disait à cette Chambre que le régime soutenait la paix, celui-ci votait contre la résolution des Nations unies à l'appui de la paix en Ukraine.

Les décideurs cubains disent aux Nations unies que le service militaire obligatoire à Cuba n'est pas imposé aux adolescents, mais c'est faux. À Holguín, neuf jeunes ont perdu la vie parce qu'ils ont envoyé des adolescents manipuler des munitions réelles, qui ont explosé. Au lieu de récupérer les corps ou de demander l'aide du Canada pour le faire, ils ont coulé du ciment à l'endroit où ces pauvres âmes ont été pulvérisées. Ne croyez pas ce qu'ils disent.

Nous ne révélerons pas leur identité ici pour les protéger, mais nous pouvons communiquer au Comité, dans une correspondance distincte, les noms et les coordonnées de personnes-ressources à Cuba, dans de nombreuses provinces, à l'exception de La Havane, où Caritas reçoit déjà tellement d'aide qu'elle manque de ressources humaines pour en faire la distribution. Les responsables ont été honnêtes avec nous la semaine dernière et nous ont dit: « Même si vous nous envoyez de l'aide maintenant, nous ne pouvons pas la distribuer, parce que nous en avons déjà tellement à traiter », ce qui est de la musique à nos oreilles.

Si le Canada souhaite distribuer directement l'aide à la population, nous sommes prêts à en coordonner la distribution afin qu'elle parvienne à bon port.

Merci.

**Anita Vandenberg:** Madame Barrero Ferrer, vous avez la parole.

**Carolina Barrero Ferrer:** [*Le témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:* ]

Merci beaucoup.

Je dirais la même chose. Nous avons un programme d'aide humanitaire à Citoyens et Liberté, et nous avons envoyé une tonne d'aide humanitaire à Cuba. Ce n'est pas beaucoup à l'échelle de l'aide humanitaire internationale, mais pour nous, c'était un succès, parce que nous ne voulons pas abandonner les Cubains qui sont sur l'île. Nous aidons aussi régulièrement 50 familles de prisonniers politiques.

Nous ne disons pas qu'il ne faut pas envoyer d'aide, puisque nous le faisons aussi en tant qu'organisation. Ce que nous affirmons, c'est que nous recommandons de passer par la société civile pour envoyer votre aide. Si elle ne le peut pas, vous pouvez passer par des organisations confessionnelles ou une combinaison des deux. Ce sont les canaux qui ont fait leurs preuves pour garantir que l'aide parvienne à la population.

Merci.

• (1615)

**Le président:** Merci beaucoup.

[Français]

Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

Madame Barrero Ferrer, avez-vous des contacts avec les autorités américaines pour coordonner des actions visant à changer le régime en place présentement?

[Traduction]

**Carolina Barrero Ferrer:** [Le témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:]

Je suis en contact avec des gouvernements du monde entier, y compris en Europe. Je me suis rendue dans un certain nombre de pays, et j'ai été accueillie au département d'État américain, mais je ne crois pas aux actions violentes pour renverser le régime de mon pays. Je travaille avec beaucoup d'honneur pour faire en sorte que mon pays devienne une démocratie, et c'est pourquoi j'ai conclu des alliances avec des pays démocratiques du monde entier. C'était ainsi sous les régimes tyranniques tout au long de l'histoire, et je me sens honorée de jouer le rôle qui m'est dévolu.

[Français]

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci beaucoup de cette réponse.

Ma question est assez simple: est-ce qu'il n'y a pas deux poids, deux mesures lorsqu'on s'inquiète, avec raison, des droits de la personne à Cuba, présentement?

Manifestement, le régime en place brime plusieurs droits internationaux de la personne: la liberté de la presse, la liberté de parole et, en premier lieu, la liberté démocratique. Or n'y a-t-il pas deux poids, deux mesures lorsqu'on s'inquiète et qu'on dénonce ces actions, mais qu'on ne dénonce pas un embargo américain qui est en place depuis 66 ans et qui a malheureusement des conséquences directes sur la population?

Je ne suis pas quelqu'un qui partage les idéaux politiques du régime en place, pas du tout. Toutefois, je m'inquiète pour les gens sur place. Je suis allé à plusieurs reprises à Cuba et j'ai même eu la chance d'y travailler. Je connais donc des personnes qui souffrent

présentement, et ce qui m'inquiète, c'est la santé des gens et le fait qu'ils vivent actuellement une crise humanitaire.

Madame Carbonell, peut-être que vous pourriez répondre à cette question: n'y a-t-il pas deux poids, deux mesures concernant l'embargo et le fait de dénoncer l'atteinte aux droits de la personne par le régime cubain?

[Traduction]

**Kirenia Carbonell:** Nous devrions parler de l'embargo. Nous pourrions peut-être y consacrer une séance complète. Cependant, lorsque nous abordons ce sujet, il est important de préciser le contexte dans lequel il a été instauré. De plus, et surtout, il est important de savoir que l'embargo pourrait prendre fin demain, si le régime en avait la volonté.

Au Canada, nous parlons donc de l'embargo presque par réflexe. Cependant, on ne dit jamais que le Canada a créé une loi dans les années 1970 dont le seul but était de contourner l'embargo. Cuba fait du commerce avec le reste du monde. Pourquoi devrions-nous perdre du temps à parler des sanctions externes d'un autre pays alors que le principal problème est que Cuba a un régime qui n'autorise ni l'existence de différents partis politiques ni la tenue d'élections libres?

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Lorsque les États-Unis menacent des pays tiers comme le Canada, l'Espagne ou le Mexique de sanctions si ces derniers aident l'approvisionnement en pétrole à Cuba, cela me préoccupe. Normalement, lorsqu'on a une relation bilatérale directe comme le Canada en a une avec Cuba, on ne devrait pas se voir sanctionné par un autre pays, soit les États-Unis, pour l'acheminement de pétrole, par exemple.

Je voudrais connaître votre position à ce sujet parce que ça nous touche. Les États-Unis viennent menacer le Canada si ce dernier envoie du pétrole ou du kérosène à Cuba. Est-ce que vous ne voyez pas là un problème dans la politique extérieure des États-Unis à l'égard du Canada?

• (1620)

[Traduction]

**Kirenia Carbonell:** Je comprends votre point de vue. Cependant, si vous approfondissez un peu vos recherches, vous verrez que même aujourd'hui, l'administration américaine autorise des entreprises privées à Cuba à importer du pétrole des États-Unis. Les sanctions visent le régime, et non pas la population à la base.

Nous avons parlé cet après-midi de l'aide envoyée par les États-Unis à Cuba. Les États-Unis distribuent de l'aide aux Cubains. Ils vont un peu plus loin en vérifiant et s'assurant...

Au Canada, nous avons la Loi sur la gestion des finances publiques. Il n'y a pas de fonds qui sont engagés pour lesquels nous n'avons pas accès à l'argent. Nous conservons nos dossiers jusqu'à six ans afin de pouvoir revenir en arrière et effectuer des vérifications. Les États-Unis le font sur le terrain.

Je comprends l'importance que vous accordez à l'embargo. Cependant, je suis ici pour expliquer que, du point de vue cubain, c'est le moindre de nos soucis, parce que l'embargo vise le régime communiste totalitaire et militaire de Castro.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Vous nous dites qu'il n'y a donc aucun effet sur la population...

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à Mme Lianne Rood.

Vous avez cinq minutes.

**Lianne Rood:** Merci.

Il a été démontré que le régime cubain revend sur le marché noir le pétrole donné par le Mexique et le Venezuela tout en thésaurisant les devises étrangères, ce qui contribue directement aux pénuries de carburant qui entraînent la fermeture d'hôpitaux et plonge les familles dans l'obscurité. Comment le Canada peut-il s'assurer que son aide humanitaire se rend bel et bien au peuple cubain au lieu de subventionner un régime qui crée ses propres pénuries?

**Kirenia Carbonell:** Je vous remercie de la question. Je vais en fait faire le lien avec ce que Mme Barrero disait plus tôt.

Par exemple, il existe des preuves que, dans la zone maritime commerciale, le régime de Cuba a revendu le pétrole qu'il recevait du Venezuela à un prix très avantageux. Cela ne fait aucun doute, car 60 % du pétrole ne se rendait pas à Cuba.

J'ai grandi dans une région située à trois kilomètres d'hôtels cinq étoiles, et qui n'a absolument jamais reçu d'électricité. Les gens ont eu l'électricité en 2014. Le village voisin n'en a pas. Il n'a jamais été électrifié. C'est une chose.

Deuxièmement, elle comparait la situation avec celle d'Haïti. Je vais vous dire une chose. J'ai des collègues au Canada qui viennent d'Haïti. Cuba est pire qu'Haïti, et je vais vous dire pourquoi. Il est vrai qu'il y a un problème de gangs dans la capitale haïtienne, mais le monde en parle. Le monde a mis sur pied une brigade multinationale pour aider le peuple haïtien à lutter contre la criminalité. Mais vous savez quoi? Les agriculteurs haïtiens ont le droit de cultiver. Les pêcheurs haïtiens ont le droit de pêcher. Haïti a une production textile, et exporte ses textiles aux États-Unis. Les uniformes de combat des troupes aux États-Unis sont fabriqués à partir de textiles provenant d'Haïti.

Les Cubains doivent aller en Haïti. Eh bien, pas maintenant, en raison des vols, mais en temps normal, nous devons aller en Haïti pour acheter des vêtements. Ensuite, les gens reviennent à Cuba et les revendent.

Comment le Canada peut-il garantir...? Le Canada pourrait très bien contribuer à l'opération CARIBBE. À l'heure actuelle, les États-Unis ont l'opération Southern Spear. C'est un exemple où le Canada peut travailler main dans la main avec les États-Unis pour assurer la sécurité des Caraïbes. Nous avons un partenariat pour assurer la sécurité de l'Arctique. Le Canada a une politique indo-pacifique. Nous avons une stratégie indo-pacifique. Pourquoi n'avons-nous pas de stratégie pour les Caraïbes? Pourquoi n'avons-nous pas une stratégie latino-américaine?

Il y a beaucoup de choses que le Canada peut faire pour nous aider.

**Lianne Rood:** Le Canada fournit certes des millions de dollars en aide, réalise d'importants investissements directs étrangers et protège les entreprises canadiennes à Cuba en vertu de la Loi sur les mesures extraterritoriales étrangères, mais aucun responsable

cubain n'a jamais fait l'objet de sanctions du Canada pour violations des droits de la personne.

Le Canada a-t-il manqué à ses engagements envers le peuple cubain avec son approche constructive pendant des décennies? Quels changements concrets le gouvernement libéral doit-il apporter pour cesser de subventionner la répression?

**Kirenia Carbonell:** Il est difficile de se présenter devant le Comité et de dire que le Canada a manqué à ses engagements envers le peuple cubain dans sa relation bilatérale avec Cuba, mais c'est ce que nous pensons. Nous estimons que les relations bilatérales existent exactement pour ce que vous avez dit: apporter un soutien et une assistance consulaire aux touristes qui se rendent à Cuba, ainsi qu'aux nombreuses entreprises canadiennes qui y investissent.

Je disais tout à l'heure qu'en ce moment, notre pays est complice d'une dictature. Cette dictature règne maintenant depuis 67 ans parce qu'elle sait bien réprimer le peuple. Elle compte plus de 1 209 prisonniers politiques, y compris l'intellectuel José Gabriel Barrenechea. Lorsque sa mère était en train de mourir d'un cancer et qu'elle suppliait le régime de la laisser voir son fils une dernière fois avant sa mort, le régime a refusé.

Par conséquent, oui, le Canada devrait appliquer les sanctions de type par Magnitski aux responsables cubains. Nous avons les noms des juges qui tiennent des procès bidon et des procès par voie sommaire et qui emprisonnent des innocents. Nous avons le nom du ministre de l'Intérieur. Nous avons le nom de la famille Castro et de ses descendants qui exploitent la population cubaine.

Comme je le disais, de l'esclavage moderne est pratiqué à Cuba. Il y a des entreprises canadiennes... Pour ce qui est de Sherritt, on sait que Cuba a envoyé des travailleurs et des spécialistes ici au Canada dans le cadre d'une rotation. Il y a des preuves. Evan Dyer, de CBC, a écrit un article à ce sujet, expliquant comment Cuba forçait ces travailleurs ici, au Canada, à verser leur salaire au régime. Selon le Conseil du Trésor, un spécialiste peut gagner un salaire à six chiffres ici, au Canada. Le régime les oblige à transférer une partie de leur salaire à La Havane. Non seulement l'esclavage moderne existe à l'intérieur des frontières du territoire — Cuba est une île-prison avec un drapeau et de nombreuses petites prisons à l'intérieur —, mais en plus, les décideurs établissent leurs frontières n'importe où. C'est également une agression transnationale.

• (1625)

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Oliphant.

Vous avez cinq minutes.

**L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins de nous avoir fait part de leurs opinions et de leurs idées, ainsi que de leur militantisme au nom du peuple cubain. Je tiens à réitérer l'engagement récent du Canada, qui a annoncé cette semaine une aide humanitaire de 8 millions de dollars, dont je suis vraiment ravi et fier.

Il me semble que trois éléments ressortent de cette discussion.

Il y a d'abord le désir des Canadiens d'aider le peuple cubain. Nous commençons par l'essentiel, comme la nourriture. Ensuite, nous passerons aux enjeux fondamentaux, comme les soins de santé, l'éducation et le logement, qui nécessitent également du carburant. Ce sont les choses dont les Canadiens m'ont le plus parlé. La réponse de notre gouvernement a d'abord été orientée dans ce sens.

La deuxième question que les Canadiens soulèvent souvent est celle des droits de la personne, des institutions démocratiques, de la réforme des institutions, de la participation, de l'égalité et de la légalité. Ils veulent que le Canada favorise ces aspects en deuxième lieu et investisse à Cuba et ailleurs dans le monde.

Le régime gouvernemental n'est pas une priorité pour le Canada. Nous reconnaissons qu'il existe des systèmes de gouvernement qui sont très différents du nôtre. C'est pourquoi nous ne nous engageons ni indirectement ni directement dans un changement de régime. C'est au peuple cubain qui vit à Cuba d'en décider. Ce n'est pas à nous de le faire. Ce n'est pas non plus aux expatriés du monde entier de s'en charger. Nous jouissons d'une certaine sécurité en vivant au Canada. Nous ne croyons pas à un changement de régime. C'est le changement indirect de régime qui nous préoccupe également.

Nous avons reçu une lettre. J'ai vérifié auprès du greffier pour m'assurer que je pouvais en accuser réception. Le Comité a reçu aujourd'hui ce document du Groupe d'orientation politique pour les Amériques et de Common Frontiers. En fait, ils disent très clairement qu'ils veulent que le Canada s'élève contre les Américains, non seulement sur la question traditionnelle de l'embargo, mais aussi sur les mesures coercitives plus récentes visant à priver le pays de carburant. C'est leur objectif.

La question que j'aimerais poser aux témoins est la suivante: croient-ils que les mesures coercitives de certains pays, y compris les États-Unis avec leur embargo, ont réellement contribué à changer le régime, ce qui était leur objectif déclaré? J'ai entendu au moins un témoin plaider en faveur de telles activités plus strictes. Ont-elles été efficaces et le seront-elles d'une manière ou d'une autre?

• (1630)

**Kirenia Carbonell:** Tout d'abord, nous ne demanderions jamais au gouvernement du Canada ou au Comité de nous aider directement à changer le régime à Cuba. Nous sommes conscients que la transition vers une île démocratique nous incombe à nous, les Cubains. Je tiens à préciser, si vous me le permettez, que cette responsabilité ne revient pas uniquement aux Cubains vivant à Cuba.

Nous sommes en exil. Nous sommes trois millions à avoir été contraints de quitter l'île, et nous sommes nombreux à ne pas pouvoir débarquer d'un avion à Cuba si nous souhaitons acheter un billet pour nous y rendre. Peu importe ce que nous sommes, c'est notre responsabilité.

Nous travaillons à la création d'alliances. Nous travaillons à l'établissement de relations bilatérales et multinationales avec de nombreux gouvernements, comme le disait Mme Barrero. Nous serons libres. Il ne s'agit pas de tendre la main à d'autres gouvernements.

Ce que nous aimerions, c'est que le Canada cesse de soutenir le régime. Ce que j'ai souligné, c'est qu'il est difficile pour nous, les Cubains, de nous libérer lorsque nous sommes confrontés à un régime tyrannique et aux médias grand public, qui ne cessent de dé-

peindre une réalité qui n'existe pas sur l'île. Des pays démocratiques envoient des milliards et des milliards de dollars depuis des décennies. Il est donc difficile pour un peuple de se libérer dans ces conditions.

Comme je le disais, le 11 juillet, des centaines de milliers de Cubains dans plus de 49 villes cubaines sont descendus dans la rue pour formuler des revendications pacifiques. Certains réclamaient des produits de première nécessité, mais d'autres exigeaient la liberté et la démocratie, ce dont nous avons besoin.

Comment le régime y a-t-il réagi? Il a déployé les forces armées. Elles ont tiré sur Diubis Laurencio, qui a perdu la vie. Nous avons un régime criminel qui déploie les forces armées contre la population civile. Oui, nous supplions également les démocraties de ne pas financer le régime. Il faudrait au moins commencer par ne pas le financer. Il faut commencer par appliquer des sanctions. Pourquoi pas?

**L'hon. Robert Oliphant:** Si nous sommes d'accord pour dire qu'il devrait y avoir un changement graduel et pacifique à Cuba, qu'est-ce qui y contribue? Je pose la question parce que je ne crois pas que les embargos, ou le fait de priver le peuple cubain de nourriture ou de carburant fonctionnent. Quelles sont vos suggestions de mesures positives qui peuvent être prises pour aider le peuple cubain? Ainsi, lorsqu'il sortira de cette crise, un terme que je maintiens malgré ce que nous avons entendu aujourd'hui, étant donné que mes amis cubains qui vivent là-bas m'ont confirmé que c'en est une...

**Une voix:** [*Inaudible*]

**L'hon. Robert Oliphant:** Eh bien, on nous a dit ici qu'il ne s'agissait pas d'une crise.

**Kirenia Carbonell:** C'est une terrible crise.

**L'hon. Robert Oliphant:** Que pouvons-nous faire pour traverser cette crise et permettre au peuple cubain d'accéder à l'autodétermination en vue d'avoir un avenir meilleur?

**Le président:** Veuillez répondre très brièvement. Nous passerons ensuite à Mme Ferrer, puis nous concluons.

**Kirenia Carbonell:** Chaque fois que nous avons l'occasion de parler de démocratie, mon visage s'illumine.

Tout d'abord, je tiens à souligner que la famine à Cuba n'est pas causée par l'embargo. Le régime a décidé d'approvisionner les hôtels en aliments de qualité, alors que les étagères des bodegas cubaines sont vides. Je ne veux pas que vous repartiez en pensant que la famine et l'extrême pauvreté à Cuba sont dues à l'embargo. Ce n'est pas vrai. Si les responsables du régime sont capables de mettre en place une chaîne d'approvisionnement pour les hôtels, ils peuvent également le faire pour les bodegas, mais cela ne les intéresse pas.

Pour répondre à la deuxième partie de votre question, à savoir comment le Canada pourrait nous aider à opérer une transition démocratique et pacifique, le Canada pourrait, par exemple, plaider ouvertement et sans réserve en faveur de la libération des prisonniers politiques. Ce sont des personnes innocentes. Ce sont des mères, des pères et des frères qui sont allés manifester. Si nous voyions des prisonniers politiques innocents être libérés, cela nous indiquerait que le régime est ouvert à d'autres changements. Nous ne sommes pas à l'aise avec l'idée que Cuba reçoive de l'aide, décennie après décennie, et que rien ne change sur l'île.

Merci.

**Le président:** Merci.

Nous allons passer à Mme Barrero pour conclure.

**Carolina Barrero Ferrer:** [*La témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Nous ne demandons pas au Canada de nous aider à renverser le régime ou même de nous aider à instaurer la démocratie. Nous instaurerons la démocratie à Cuba. Cuba sera libre. Les Cubains y parviendront, que le Canada les aide ou non. Je veux que ce soit très clair.

Je le répète: ce n'est pas l'embargo qui a causé la famine à Cuba. C'est le régime. Ce que nous demandons au Canada, ce n'est pas de nous aider — nous obtiendrons la liberté par nous-mêmes —, mais de ne pas légitimer un régime répressif et corrompu qui, depuis 70 ans, détourne l'aide et se dit victime de l'embargo sans jamais assumer ses responsabilités.

• (1635)

**Le président:** Merci beaucoup.

Je remercie tous les témoins d'avoir comparu devant le Comité.

Nous allons maintenant suspendre brièvement la séance pour nous préparer à accueillir le deuxième groupe de témoins.

• (1635)

(Pause)

• (1640)

**Le président:** Nous reprenons les travaux.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins pour la deuxième heure de cette réunion. Nous accueillons John Suarez, directeur exécutif du Centre pour un Cuba libre, et M. Cires, directeur de la stratégie de l'Observatoire cubain des droits de l'homme.

Cinq minutes seront accordées pour les déclarations préliminaires, après quoi nous passerons à la périodes de questions de mes collègues.

J'invite d'abord M. Cires à faire sa déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes.

**Yaxys Cires (directeur de la stratégie, Observatoire cubain des droits de l'homme):** [*Le témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Merci beaucoup, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité.

Selon notre plus récente étude sur l'état des droits sociaux à Cuba, 89 % de la population vit dans une extrême pauvreté, et sept Cubains sur 10 doivent renoncer à au moins un de leurs trois repas quotidiens. Dans un contexte d'épidémies récurrentes, seulement 3 % de la population a pu se procurer des médicaments auprès des pharmacies du système public de santé. Parmi les secteurs les plus durement touchés, les personnes âgées souffrent de manière particulièrement cruelle. Bon nombre d'entre elles vivent dans des logements qui risquent de s'effondrer, n'ont pas un accès stable à l'eau potable et reçoivent une pension de retraite mensuelle si faible qu'elle leur permet à peine d'acheter une douzaine d'œufs et guère plus.

Parmi les plus vulnérables figurent également les victimes de la répression étatique, en particulier les quelque 800 prisonniers d'opi-

nion et leurs familles qui subissent l'injustice supplémentaire d'avoir perdu leur liberté pour avoir réclamé des changements ou dénoncé la situation de pénurie et de misère dont nous parlons aujourd'hui. Roberto Pérez Fonseca est l'un de ces prisonniers, et son frère est citoyen canadien.

Les causes de cette tragédie sont structurelles. On ne parle pas d'une crise temporaire ou circonstancielle, ni avec des racines exogènes. On voit là les conséquences naturelles d'un modèle économique à planification centrale qui concentre la plupart des moyens de production entre les mains de l'État, ne garantit pas la sécurité juridique aux investissements et étouffe la liberté économique et sociale. La détérioration des hôpitaux, la pénurie de fournitures médicales, l'effondrement des bâtiments, la hausse des pannes d'électricité et les montagnes de déchets dans les rues qui font désormais la une des médias internationaux sont le résultat de plusieurs décennies de politiques défailtantes.

Depuis des années, les dirigeants privilégient la construction d'hôtels et les entreprises contrôlées par un conglomérat militaire, GAESA, au lieu de prendre soin de la population. Ces entreprises achètent des denrées alimentaires à l'étranger et les revendent à des prix exorbitants en dollars, inaccessibles pour la plupart des ménages.

Il y a des coupures d'électricité, mais diverses enquêtes indiquent qu'une part importante du pétrole subventionné, comme l'ont mentionné les témoins qui m'ont précédé, que le Venezuela a envoyée à Cuba a été revendue illégalement à des pays tiers au lieu d'être utilisée pour atténuer la crise énergétique interne.

Je voudrais également mentionner le modèle de travail imposé dans le secteur de l'investissement étranger de Cuba — l'ambassadeur était ministre de l'investissement —, qui viole systématiquement les droits des travailleurs et les appauvrit en interdisant l'embauche directe de personnel par l'entreprise investisseuse. L'embauche doit plutôt passer par des agences de placement d'État qui agissent comme des intermédiaires monopolistiques et ne laissent aux travailleurs cubains que 10 % des revenus. Ce n'est pas progressiste.

La situation humanitaire préoccupante qui persiste à Cuba reste invisible depuis des décennies, sauf lorsque, pour des raisons politiques ou idéologiques, certains l'utilisent pour critiquer d'autres États ou pendant les périodes où l'aide étrangère apparaît comme une forme d'assistance, mais ne s'attaque pas à la cause réelle du problème.

Une approche honnête s'impose. C'est pourquoi nous présentons trois propositions dans différents domaines.

Premièrement, nous proposons que le Canada participe à une réponse internationale coordonnée qui favorise une véritable ouverture économique et politique, encourageant les libertés fondamentales, l'initiative privée et le respect des droits de la personne. Seuls des changements structurels, et non cosmétiques, permettront au peuple cubain de retrouver espoir et de bâtir son propre avenir.

Deuxièmement, nous proposons que l'aide humanitaire soit acheminée directement à la population cubaine, avec le concours des églises et de la société civile, pour assurer une distribution efficace.

Troisièmement, nous proposons que le Canada, de concert avec d'autres pays, presse les autorités cubaines de réformer le régime de travail régissant les investissements étrangers, régime qui serait inacceptable dans n'importe quel pays occidental, y compris le Canada.

Enfin, honorables députés, nous arrivons à la fin d'un cycle historique à Cuba. Soit on décide de prolonger le déclin du pays — et, avec lui, l'agonie du peuple cubain —, soit on décide d'aider à trouver une solution politique raisonnable et pacifique à la situation actuelle.

• (1645)

Merci beaucoup.

**Le président:** Merci.

J'invite M. Suarez à faire une déclaration préliminaire d'un maximum de cinq minutes.

**John Suarez (directeur général, Centre pour un Cuba libre):** Merci beaucoup.

Je représente aujourd'hui le Centre pour un Cuba libre, qui est également membre de l'Assemblée de la résistance cubaine.

Une crise humanitaire persiste à Cuba, antérieure au décret du président Donald Trump du 19 janvier 2026, qui imposait des droits de douane aux pays fournissant directement ou indirectement du pétrole à Cuba.

Hier, le département du Trésor américain a annoncé l'intention de l'administration d'autoriser les entreprises du secteur énergétique à vendre du carburant à des entreprises privées à Cuba, tout en maintenant des sanctions strictes à l'encontre du gouvernement cubain. Cuba est aux prises avec une crise humanitaire permanente depuis 1961, due à deux facteurs principaux: l'inefficacité de son système communiste et les sanctions économiques des États-Unis. La question essentielle est de savoir lequel de ces deux facteurs contribue principalement à la catastrophe économique en cours.

Avant la révolution communiste de 1959, entre 1952 et 1958, l'approvisionnement alimentaire de Cuba était très performant, le pays se classant au troisième rang en Amérique latine pour la consommation quotidienne de calories. Ce succès résultait de politiques nationalistes visant à promouvoir l'autosuffisance agricole pour répondre à la demande du marché. Cela a pris fin sous le régime de Fidel Castro, qui a saisi et collectivisé les propriétés et interdit aux agriculteurs de vendre leurs récoltes à des entités non étatiques. Dès 1964, le système Acopio mis en place par le gouvernement contrôlait tous les produits agricoles, fixait des quotas de production et imposait la vente à l'État.

La récente loi agricole cubaine, Decreto Ley 358 de 2018, maintient ces interdictions sur les ventes privées. Le rationnement alimentaire, comme mécanisme de contrôle, a commencé en 1962 et persiste encore aujourd'hui. Les produits sont subventionnés, mais cela ne suffit pas à subvenir aux besoins des individus. Comme l'a rapporté Marc Frank, journaliste de Reuters, en 2010, le système centralisé de Cuba oblige les agriculteurs à vendre leurs récoltes à l'État en échange de marchandises, ce qui entraîne souvent le pourrissement des récoltes et des pénuries d'intrants tels que les aliments pour animaux, les pesticides et les engrais.

Ces inefficacités, qui n'ont rien à voir avec les sanctions, découlent de l'absence de mécanismes de marché. Des médias tels que Diario de Cuba, le 18 mars 2021, et 14ymedio, le 15 juin 2021, ont

documenté le pourrissement de tomates, d'oignons et d'autres légumes en raison des retards de collecte d'Acopio. Les agriculteurs sont passibles d'amendes, de détention ou d'emprisonnement s'ils tentent de vendre leurs produits de façon indépendante. Par conséquent, Cuba importe de 70 à 80 % de ses denrées alimentaires, et cela était vrai même pendant les périodes de fortes subventions soviétiques ou d'aide vénézuélienne. Par exemple, entre 2011 et 2014, alors qu'il n'y avait pas de pénurie de carburant, le rationnement s'est poursuivi sans relâche.

Depuis 2000, une grande partie des denrées alimentaires proviennent des États-Unis. En 2025, Cuba a importé 810,8 millions de dollars de marchandises américaines. Aujourd'hui, le poulet cubain provient principalement de l'Alabama et du Mississippi. Selon l'Observatoire de la complexité économique, en 2024, les importations cubaines de volaille étaient dominées par les États-Unis avec 298 millions de dollars, suivies du Brésil avec 39 millions de dollars, des Pays-Bas avec 21 millions de dollars, de la Pologne avec 9,67 millions de dollars et du Paraguay avec 510 000 \$.

L'Afrique du Sud de l'apartheid a été soumise à des sanctions multilatérales générales par les États-Unis et une grande partie du monde. Les experts soulignent que, bien que les sanctions visaient les produits agricoles sud-africains — ce qui n'est pas le cas pour Cuba — elles ont eu un effet minime sur l'approvisionnement alimentaire du régime, car l'Afrique du Sud, tout comme Cuba, a efficacement contourné les restrictions. On ne peut pas en dire autant des effets dévastateurs de la planification économique communiste sur la sécurité alimentaire. La plus grande famine du XX<sup>e</sup> siècle est due à une collectivisation communiste forcée.

En Union soviétique, les politiques de Staline ont mené à l'Holodomor de 1932 à 1933 en Ukraine, où la confiscation des céréales destinées à l'exportation a causé la mort de 6 à 10 millions de personnes. En Chine, le Grand bond en avant de Mao Zedong de 1959 à 1961 a fait plus de 30 millions de morts par famine, alors même que la Chine exportait des denrées alimentaires vers Cuba à l'époque. La crise humanitaire à Cuba ne découle pas des sanctions unilatérales des États-Unis, mais de l'adhésion de La Havane à ce modèle désastreux.

Depuis 2022, le Centre pour un Cuba libre exhorte la communauté internationale à mettre en place un corridor humanitaire permettant d'acheminer l'aide directement aux Cubains dans le besoin, sans passer par le régime kleptocratique de La Havane. En février 2026, le département d'État a annoncé une aide humanitaire supplémentaire de 6 millions de dollars à Cuba, qui s'ajoute aux 3 millions de dollars déjà versés en janvier à l'organisation Caritas de l'Église catholique. Des témoignages ont confirmé que l'aide initiale avait directement rejoint les victimes, portant le montant total de l'aide distribuée par les États-Unis à 9 millions de dollars.

Le Centre soutient également l'appel lancé par Human Rights Action Group et Democratic Spaces, deux ONG canadiennes, qui demandent au Canada de faire pression sur La Havane pour légaliser l'existence de la société civile indépendante afin de permettre une distribution efficace de l'aide.

Merci beaucoup.

• (1650)

**Le président:** Merci beaucoup.

Avant de passer aux questions, je tiens à profiter de l'occasion, au nom de mes collègues, pour vous remercier sincèrement tous les deux d'être venus des États-Unis et du Panama pour comparaître devant le Comité à Ottawa. Je vous en suis très reconnaissant, tout comme mes collègues.

Je vais maintenant passer aux questions, en commençant par Mme Rood.

Vous avez six minutes.

**Lianne Rood:** Merci, monsieur le président.

Merci beaucoup, messieurs, d'être ici avec nous aujourd'hui.

Il y a des choses que vous avez dit qui m'intéressent, monsieur Suarez. Certaines des mesures dont vous parlez ont déjà été imposées aux agriculteurs canadiens, puis elles ont été supprimées.

Alors que le gouvernement canadien fournit de l'aide humanitaire aux Cubains, il continue de permettre à la chaîne de propagande d'État du régime cubain, Cubavisión Internacional, qui rediffuse les médias d'État russes, d'être transmise sur les ondes canadiennes, même après des plaintes officielles au CRTC, qui sont restées sans réponse.

Selon vous, en quoi le fait de permettre cette propagande aide-t-il le régime cubain à cacher aux Canadiens et au monde les véritables causes de la crise humanitaire?

**John Suarez:** Le gouvernement cubain est un échec sur pratiquement tous les plans sauf deux: premièrement, sa capacité de répression, par l'entremise de la police secrète et de l'espionnage, non seulement à Cuba, mais aussi à l'extérieur de Cuba et des pays occidentaux; et deuxièmement, sa propagande. Ces chaînes de propagande sont très efficaces pour dépeindre le régime cubain comme une victime. De toute évidence, le fait de diffuser ces chaînes ici, au Canada, est quelque chose qui l'aide à influencer l'opinion publique.

**Lianne Rood:** Merci beaucoup.

Comme l'existence des énormes réserves cachées de la GAESA a été exposée, le régime ne peut plus prétendre de manière crédible qu'il n'a pas les ressources nécessaires pour remédier aux coupures d'électricité ou acheter des médicaments. Comment le Canada peut-il utiliser ces éléments pour exiger de véritables réformes démocratiques — y compris des élections justes, libres et multipartites, la libération de tous les prisonniers politiques et la légalisation d'une société civile indépendante — avant d'accorder de l'aide supplémentaire?

**John Suarez:** Le Canada peut exiger la reddition de comptes et la transparence en ce qui concerne la distribution de l'aide reçue. Nous avons accès à des réseaux de Cubains qui nous ont fait part de leurs commentaires à la suite de l'ouragan Melissa en octobre. Nous savons que l'Europe et le Canada ont envoyé des millions de dollars en aide, mais la seule aide que les gens de l'est de Cuba, ceux qui ont été durement touchés, ont reçue est celle fournie par les États-Unis en janvier et février.

Je pense que la présence de diplomates sur le terrain contribue à garantir que l'aide parvienne aux personnes dans le besoin — celles dont les maisons ont été détruites ou qui sont sans abri — et à s'assurer que l'aide de base, la nourriture et d'autres produits de première nécessité, leur est acheminée quand le Canada en envoie.

Le problème, c'est que ces agences des Nations unies, comme on l'a dit plus tôt, collaborent avec des ONG cubaines, et non avec des ONG. Les ONG sont des « organisations gouvernementales

non gouvernementales », un terme orwellien, comme la Federación de Mujeres Cubanas et l'Union des jeunes communistes. Elles sont liées au gouvernement cubain. Elles suivent les ordres du Conseil d'État et de la famille Castro. Ce ne sont pas des organisations indépendantes qui agissent de bonne foi sur le terrain.

Je pense qu'une solution consiste à envoyer l'aide à Caritas, un organisme de bienfaisance lié à l'Église qui a démontré sa capacité d'acheminer de l'aide aux personnes dans le besoin sur l'île. Une autre solution, comme l'a demandé Democratic Spaces, consiste à faire pression pour que la société civile participe aussi à la distribution de l'aide à travers l'île — la véritable société civile, et non les ONG.

• (1655)

**Lianne Rood:** Merci.

Le Canada a imposé des sanctions ciblées à des dirigeants du Venezuela, du Nicaragua, de la Russie et de la Chine pour des motifs bien moins graves que le bilan avéré de Cuba en matière de torture, de détentions arbitraires et d'exportation de la répression à travers les Amériques. Pourquoi le Canada a-t-il accordé un passe-droit à la dictature cubaine, et quelles sanctions ciblées de type Magnitski le Canada devrait-il imposer dès maintenant aux dirigeants du régime responsables des crises humanitaires et des souffrances?

**John Suarez:** J'aimerais d'abord dire que je suis reconnaissant envers le Canada. Au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, il a adopté une position ferme en faveur des droits de la personne à Cuba.

En ce qui concerne les sanctions de type Magnitski, je pense que des personnes comme Raúl Castro, qui a participé directement aux exécutions extrajudiciaires de Cubains américains lors de l'abattage des Frères du secours, il y a 30 ans la semaine dernière... Oswaldo Payá Sardiñas — un défenseur des droits de la personne qui a organisé une pétition appelée le projet Varela, que des dizaines de milliers de Cubains ont signée et qui a reçu le prix Sakharov décerné par l'Union européenne — a été assassiné. La Commission inter-américaine des droits de l'homme a confirmé, dans un rapport publié en juin 2023, qu'il a été assassiné par des agents du gouvernement cubain. À elles seules, ces actions justifient l'imposition de sanctions Magnitski à Raúl Castro et aux personnes haut placées dans la chaîne de commandement qui ont commis ce genre d'actes criminels.

**Lianne Rood:** Si le Canada veut vraiment atténuer la crise humanitaire à Cuba, devrait-il délaisser les gestes humanitaires discrets pour plutôt adopter une politique fondée sur des principes qui prône la condamnation publique de la répression; les sanctions ciblées contre les responsables des mauvais traitements; et un engagement direct et cohérent avec la société civile indépendante? En d'autres mots, devrait-il adopter l'approche que nous réservons aux autres régimes autoritaires?

**John Suarez:** Absolument. Cette approche a été adoptée par le passé lorsque, de 1996 à environ 2016, l'Union européenne, avec son accord commun, a mis en œuvre une politique beaucoup plus robuste en matière de droits de la personne.

Malheureusement, lorsque les États-Unis ont normalisé leurs relations avec La Havane pendant le dégel cubain, la politique prônée s'est davantage axée sur le développement économique, sans prioriser les droits de la personne. Je pense que ce changement a nui au mouvement prodémocratie sur l'île et a également incité la dictature à être plus répressive depuis.

**Lianne Rood:** Merci beaucoup.

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à M. Guilbeault. Vous avez six minutes.

**L'hon. Steven Guilbeault:** Merci beaucoup à nos témoins qui ont fait le voyage pour comparaître devant nous. Nous vous en sommes très reconnaissants.

Pour revenir à un commentaire que vous avez dit plus tôt, monsieur Suarez, je pense que la plupart d'entre nous conviendraient que la situation à Cuba est le résultat d'un certain nombre de facteurs, y compris certainement l'incapacité d'un régime à fournir ce qu'il aurait dû fournir à sa population. La crise est exacerbée par les sanctions américaines qui sont en place depuis des décennies, et plus particulièrement par celles qui sont imposées depuis quelques semaines.

Voici ce que certains d'entre nous essaient de comprendre. Différents témoins nous ont décrit en détail aujourd'hui la recommandation concernant le changement de régime et les mesures qui devraient être prises contre le gouvernement cubain. Je me demande si les témoins ici présents peuvent nous dire si quelque chose, selon eux, devrait être fait par rapport aux sanctions américaines en tant que telles.

**John Suarez:** Dans ma déclaration liminaire, j'ai notamment mentionné que, dans une large mesure, deux choses concrètes doivent se produire.

L'objectif des sanctions, surtout à partir de 1961, n'était pas de changer le régime. C'est une politique d'endiguement. Paradoxalement, nous constatons que la politique entourant les sanctions n'est pas immuable. Il y a eu des moments...

L'administration Carter, par exemple, a complètement levé l'embargo sur les voyages, a assoupli les sanctions économiques et a tenté de normaliser les relations. Les ressources accrues qui en ont résulté ont donné lieu à l'aventurisme de Cuba en Amérique centrale et à la création du régime sandiniste de Daniel Ortega, qui massacre maintenant un grand nombre d'étudiants et réprime des personnalités religieuses. Ces tragédies sont directement attribuables aux actions du gouvernement cubain.

L'administration Clinton, dans les années 1990, a déployé d'autres efforts pour assouplir les sanctions et améliorer les relations. Sous Bill Clinton, les États-Unis ont entrepris des exercices militaires conjoints avec Cuba à la base navale de Guantanamo. S'en sont ensuivis les massacres de familles cubaines lors du naufrage du remorqueur *13 de Marzo*, le 13 juillet 1994, et la destruction par balle des avions des Frères du secours, le 24 février 1996. Cette organisation humanitaire a sauvé la vie d'environ 4 200 réfugiés cubains dans le détroit de Floride entre 1991 et 1996. La dictature cubaine ne pouvait pas la tolérer, car, qui plus est, elle coopérait avec le Centre Martin Luther King à Atlanta pour inciter et sensibiliser la population à la désobéissance civile et à la non-violence, et elle entretenait des relations avec les dissidents sur l'île. La conjoncture a mené à la codification de l'embargo en 1996.

Il est maintenant beaucoup plus difficile de lever l'embargo en raison de l'acte de terrorisme d'État commis par Cuba le 24 février 1996. Malgré ce contexte, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, les États-Unis ont commencé à se livrer à du libre-service de gros avec Cuba en 2000. C'est pourquoi, au cours de la

dernière année, les États-Unis ont vendu pour plus de 800 millions de dollars de produits agricoles à Cuba.

Les sanctions ont pour effet de priver de ressources l'appareil répressif cubain sur l'île, mais aussi de l'empêcher de se livrer à son aventurisme à l'étranger, dans des pays comme le Venezuela et le Nicaragua. Nous constatons que l'assouplissement des sanctions lui donne en fait plus de ressources et plus de légitimité pour redoubler d'agressivité à l'étranger. Même si les sanctions ont été resserrées, le régime est davantage sur la défensive — comme c'est le cas maintenant — et plus disposé à négocier, y compris des possibilités sur le plan économique au pays.

● (1700)

**Yaxys Cires:** [*Le témoin s'exprime en espagnol et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Je pense que la responsabilité internationale de protéger les droits de la personne ne peut pas être mise de côté sous le prétexte des sanctions américaines ou de la relation entre les États-Unis et Cuba. La communauté internationale a une responsabilité, et le Canada devrait être conscient qu'il en a une.

Le régime cubain a lui aussi une responsabilité: il doit trouver des solutions aux problèmes du peuple cubain, notamment dans le cadre de ses relations avec le gouvernement américain. Des citoyens d'autres régions, comme Taïwan, vivent sous une menace majeure, et le gouvernement assure quand même un certain niveau de vie à sa population.

Il est vraiment anormal de penser que tous les problèmes sont attribuables à une relation avec une grande puissance.

**L'hon. Steven Guilbeault:** Je comprends et partage votre point de vue sur les violations des droits de la personne à Cuba commises par le régime. Comme mes collègues, MM. Oliphant et Brunelle-Duceppe, l'ont dit plus tôt, certains d'entre nous ne peuvent pas faire fi des violations des droits de la personne qui découlent des sanctions américaines, comme les violations du droit international et de la Charte des Nations unies. Je pense que, pour bon nombre d'entre nous, ces deux réalités sont liées et sont difficiles à séparer.

Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe.

[*Français*]

Vous avez la parole pour six minutes.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

Je veux rassurer les témoins: sachez que des sanctions m'ont été imposées par la Chine et par la Russie. Je ne suis donc pas le plus grand admirateur des régimes autoritaires, et eux ne sont pas mes plus grands admirateurs non plus. Ma position concernant les droits de la personne est donc très facile à vérifier.

Cela dit, ce que je pense et ce que certains nous disent, c'est que la crise dans laquelle on se trouve présentement est directement liée à la décision prise par Trump le 29 janvier. Selon beaucoup de personnes et beaucoup de rapports, cette décision est ce qui a fait qu'on se retrouve dans la crise humanitaire que l'on voit actuellement.

Qu'elle soit amplifiée de façon exponentielle par les décisions du régime en place, c'est une chose. Moi, ce qui m'intéresse le plus, mon seul objectif, c'est que nous réussissions à venir en aide à la population. C'est pour cette raison que vous êtes ici aujourd'hui. Comment pouvons-nous faire en sorte que cette crise humanitaire se résorbe le plus rapidement possible?

Ne pas être d'accord sur les idéaux d'un régime en place, c'est une chose sur le plan politique, mais laisser une population souffrir, c'en est une autre.

• (1705)

[Traduction]

**John Suarez:** Ce que nous demandons depuis 2022, c'est un corridor humanitaire international. Il pourrait s'agir d'une mesure de facto ou d'une mesure prise par l'entremise des Nations unies, qui demanderait essentiellement au gouvernement cubain de l'autoriser. En effet, il a une loi qui stipule qu'il doit jouer un rôle dans l'aide distribuée, quelle qu'elle soit.

Je pense, comme nous l'avons vu dans le cas des États-Unis en janvier, que les pressions diplomatiques exercées par les États-Unis sur La Havane ont permis à l'aide américaine de parvenir directement aux Cubains sur le terrain.

Si les États-Unis, qui sont l'ennemi de Cuba et qui élaborent toutes ces politiques extrêmement hostiles, sont en mesure de fournir de l'aide humanitaire directement au Cubain moyen sur le terrain, pourquoi le Canada ne peut-il pas en faire autant? Pourquoi La Havane ne permet-elle pas au Canada de fournir de l'aide humanitaire aux Cubains dont les maisons ont été endommagées et qui n'ont pas reçu d'aide, non seulement après l'ouragan Melissa, mais aussi après les ouragans précédents? Ils n'ont toujours pas de toit ni de logement, et ils n'ont reçu aucune aide de l'Union européenne ou du Canada.

On nous a dit que les Cubains de l'Est de l'île ont reçu pour la première fois de l'aide en janvier et en février, de la part des États-Unis. Je pense que le Cubain moyen pourrait recevoir de l'aide plus rapidement si les Européens, les Canadiens et d'autres personnes de bonne volonté exerçaient des pressions sur le gouvernement cubain pour qu'il les autorise — ainsi que, peut-être, les ONG européennes et canadiennes, s'ils ne veulent pas avoir recours à des ONG cubaines réellement indépendantes — à se rendre à Cuba et à fournir de l'aide au peuple cubain immédiatement.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Il y a peut-être deux choses dans ce que vous dites.

Tout d'abord, je croyais que faire affaire avec le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations unies pour l'enfance nous assurait une certaine reddition de comptes de la part de ces deux organisations qui, disons-le, ont quand même une expertise à l'échelle mondiale en matière de déploiement d'aide humanitaire. Ce que nous entendons de la part de certains témoins, c'est que c'est une bonne chose. D'autres nous disent que c'est une mauvaise chose. Il va falloir que nous nous fassions une idée tous ensemble, au Comité.

La première question que j'ai posée était: la décision prise par Trump le 29 janvier a-t-elle eu un effet sur la crise que l'on vit présentement? Or on dirait qu'aujourd'hui, personne ne veut répondre à cette question qui me paraît assez simple.

[Traduction]

**John Suarez:** Évidemment, je pense que la décision d'empêcher la livraison de carburant au pays n'a pu qu'avoir des répercussions négatives. Cependant, ce qui est rapporté dans la presse — les piles de déchets et la catastrophe humanitaire — n'a pas commencé en janvier. La situation perdure depuis des années. En 2015, Moscou a offert 1,5 milliard de dollars à La Havane pour aider à reconstruire le réseau électrique de l'île; Cuba devait fournir 10 % de la somme. Le gouvernement cubain a répondu à la Russie qu'il avait d'autres priorités. Ses autres priorités, comme nous l'avons entendu plus tôt, étaient de construire des hôtels de luxe de grande hauteur munis de leurs propres génératrices. Vous pouvez voir les photos, si vous faites une recherche sur Internet, de villes entières qui sont plongées dans l'obscurité à cause du manque d'électricité, à l'exception des hôtels de luxe construits par l'armée. Ils ont leurs propres génératrices. Voilà la réalité.

En juillet 2021, des manifestations de masse ont eu lieu à Cuba. Les manifestants revendiquaient notamment leur désir de liberté. L'autre récrimination portait sur l'appareil de propagande qui prétendait que des vaccins souverains seraient produits au pays. Pendant cette période, aucun vaccin n'était distribué à Cuba, même si les vaccins russes et chinois — en plus de ceux de Moderna et de Pfizer — étaient distribués dans le reste de l'Amérique latine. Les Cubains perdaient des membres de leurs familles, qui étaient enterrés dans des fosses communes. La propagande et les beaux discours laissaient croire que les Cubains obtiendraient rapidement ces vaccins souverains. C'est l'un des facteurs qui ont suffisamment frustré les Cubains pour qu'ils descendent dans la rue.

En août 2021, le régime a réagi en autorisant le vaccin chinois contre la COVID à entrer sur l'île, mais il aura fallu que des centaines de milliers de Cubains descendent dans la rue. Ils ont été la cible de tirs. Il y a encore plus de 1 200 prisonniers politiques à Cuba. Bon nombre d'entre eux ont participé à ces manifestations. D'autres étaient des agriculteurs qui essayaient de distribuer leurs récoltes aux Cubains sur le terrain. Le gouvernement cubain préfère importer des aliments des États-Unis plutôt que de permettre aux agriculteurs cubains de produire de la nourriture pour sa propre population.

• (1710)

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Majumdar, pour cinq minutes.

**Shuvaloy Majumdar (Calgary Heritage, PCC):** Merci beaucoup.

Je vous remercie d'avoir cité le rapport du Human Rights Action Group et de Democratic Spaces. J'ai déjà été membre du conseil d'administration du Human Rights Action Group. Le rapport est impeccable et a été rédigé par de grands Canadiens; il contient des recommandations catégoriques demandant, entre autres, des politiques cohérentes.

Permettez-moi de poursuivre là où mon collègue bloquiste a commencé, car il est important de creuser cette question. Que pensez-vous de la crise du réseau électrique? Les infrastructures se détériorent, l'entretien est reporté, le carburant se fait rare et la gestion économique est inadéquate. À ce propos — pour revenir à ce que vous disiez, monsieur Suarez —, le régime accorde la priorité aux installations touristiques et militaires plutôt qu'à sa population, ce qui entraîne des pannes de courant... et des problèmes d'eau et de fraude. C'est le régime qui est responsable de l'effondrement du réseau électrique, n'est-ce pas?

**John Suarez:** Oui. Son autre priorité est d'étendre la révolution à d'autres pays, comme le Venezuela et le Nicaragua. En effet, lorsqu'il étend son contrôle, il met en place une structure néocoloniale. Ensuite, il est en mesure de s'emparer des ressources de ces pays et d'enrichir ses élites.

Le régime est une cleptocratie. Nora Gámez Torres, une journaliste du *Miami Herald*, a rédigé des reportages et a eu accès à des documents qui ont fait l'objet d'une fuite au sein du régime. Ses articles indiquaient, comme on l'a mentionné plus tôt, que le GAESA, le congrégat militaire cubain, détient des réserves de liquidités de 18 milliards de dollars. Pendant ce temps, les Cubains meurent de maladies qui seraient facilement traitables si le gouvernement cubain investissait 400 millions de dollars dans l'achat de médicaments qui aideraient la population dès maintenant. Il garde pour lui 18 milliards de dollars. C'est scandaleux.

**Shuvaloy Majumdar:** Il est scandaleux non seulement qu'il ait accumulé des réserves de 18 milliards de dollars qui devraient servir au peuple cubain, mais aussi que Cuba soit devenu un foyer pour les régimes autoritaires. Comme vous l'avez dit, c'est une plaque tournante de la traite de personnes qui permet à l'armée russe de poursuivre son invasion de l'Ukraine. Cuba s'est associée à la Chine dans le domaine de la technologie de surveillance, et c'est un partenaire avoué de l'initiative des nouvelles routes de la soie. Cuba s'est associée à la répression vénézuélienne, comme vous l'avez décrit ici.

Diriez-vous que c'est La Havane qui a propagé l'idéologie dans les Amériques, et non pas le régime de narcotrafic du Venezuela?

**John Suarez:** Oui. Une transcription documentée d'une réunion d'octobre 1960 montre qu'Ernesto Che Guevara et Mao Zedong ont relevé les faiblesses des Amériques et les pays qui étaient des cibles de choix. Ce qui est intéressant — comme je l'ai mentionné tout à l'heure —, c'est que pendant cette période, alors que les États-Unis entretenaient toujours des relations normales avec Cuba, le régime cubain complotait déjà la prise de contrôle communiste dans différents pays des Amériques.

Je trouve cela déroutant. Des dizaines de millions de Chinois souffraient de la faim à cause du Grand bond en avant, et à des fins de propagande, le gouvernement chinois expédiait de la nourriture à Cuba — alors que l'île n'en avait pas besoin — pour concurrencer les Soviétiques quant à savoir quel régime serait le plus utile au modèle communiste cubain. C'était incroyable.

**Shuvaloy Majumdar:** Vous avez mentionné que le gouvernement américain, qui pourrait être le plus grand rival de La Havane, est en mesure de fournir de l'aide sur le terrain par l'entremise de l'USAID et d'autres partenaires. Vous avez recommandé Caritas, le réseau confessionnel, ainsi que la légalisation d'un plus grand pan de la société civile. Ce sont toutes des mesures importantes.

Selon certains témoignages, dont celui de l'Union patriotique de Cuba, la dernière fois que cette organisation à Cuba a discuté avec

l'ambassade du Canada remonte au gouvernement Harper, il y a plus de 12 ans. Depuis, le gouvernement n'a pas adopté d'approche systématique pour discuter avec la société civile cubaine.

Qu'en pensez-vous?

• (1715)

**John Suarez:** Malheureusement, lorsque les États-Unis ont abandonné les démocrates pendant le dégel sous Obama et sont passés de la promotion de la démocratie à l'engagement économique avec ce qu'ils appelleraient *los emprendedores*, le reste du monde a emboîté le pas. Les Européens ont retiré la composante des droits de la personne de leur Accord de dialogue politique et de coopération avec Cuba, et apparemment — je l'ai appris tout récemment —, le Canada en a fait autant. Les autres pays suivaient l'exemple de Washington. C'était tragique.

**Shuvaloy Majumdar:** À l'époque, le PDG de Google débarquait à La Havane avec les suppliques des Américains. Un basculement s'est produit et la pression sur le régime s'est relâchée, puis soudain, pendant une décennie, le régime a utilisé les retombées des efforts internationaux multilatéraux pour se renforcer et engendrer encore plus d'instabilité dans la région.

Merci de votre témoignage. Je pense que mon temps est écoulé.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je cède la parole à Mme Vandenberg.

Vous avez cinq minutes.

**Anita Vandenberg:** Merci, monsieur le président.

Merci aux témoins. Ma première question s'adresse à M. Cires.

Nous voudrions tous que les Cubains arrêtent de souffrir de la crise humanitaire qui frappe leur pays. Nous souhaiterions tous aussi le triomphe de valeurs telles que l'autodétermination, la démocratie, le respect des droits de la personne et de la primauté du droit. Personne ici ne s'opposerait à ces objectifs.

J'aimerais passer en revue certaines de vos suggestions. Je veux approfondir, tout d'abord, la question des corridors humanitaires et des méthodes pour aider directement les groupes de la société civile que vous avez mentionnés. Je ferais remarquer que le Canada soutient depuis longtemps le réseau Caritas et de nombreux groupes de la société civile à Cuba.

Vous avez aussi mentionné que la présence de diplomates sur le terrain serait souhaitable pour faire ces vérifications et assurer la reddition de comptes, notamment la reddition de comptes inhérente aux systèmes des Nations unies.

Je vais vous poser une question à tous les deux, mais je vais commencer avec M. Cires.

Je sais que les Canadiens souhaitent ardemment soutenir le peuple cubain, et que de nombreux ressortissants des deux pays entretiennent des liens personnels. Nous avons autrefois des fonds de contrepartie. Dans le cadre de ces partenariats, le gouvernement canadien égalait chaque dollar amassé par certains organismes de confiance de la société civile au Canada. Les sommes étaient doublées pour encourager la participation du public.

Pensez-vous que cette option serait appropriée dans ce cas-ci?

Je demanderais à M. Cires de commencer, suivi de M. Suarez.

**Yaxys Cires:** [*Le témoin s'exprime en espagnol, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui. Je pense que ce serait approprié de mettre en place ce mécanisme. Il ne faut pas criminaliser la coopération internationale. Les Nations unies ont adopté des résolutions à ce sujet. Voilà pourquoi les accusations portées contre les organismes qui reçoivent des fonds humanitaires sont choquantes. Je pense que ce serait un mécanisme efficace.

Il y a aussi autre chose. Nous voulons que les membres indépendants de la société civile soient reconnus, y compris les personnes en exil, comme des parties prenantes ou des interlocuteurs valables. D'ailleurs, ce que fait le Comité est très bien, contrairement à ce qui se fait à plusieurs endroits, où l'opposition démocratique et la société civile sont marginalisées.

**John Suarez:** J'aimerais d'abord dire quelque chose qui m'était sorti de l'esprit: il est d'une importance cruciale que le Canada et les autres démocraties dans le monde — les puissances moyennes que le premier ministre Carney a mentionnées dans son discours récent — exercent des pressions pour que le Comité international de la Croix-Rouge soit autorisé à entrer dans les prisons à Cuba.

La dernière fois que nous avons pu visiter les prisons à Cuba, c'était en 1989. Le contraste est frappant avec la base américaine à Guantanamo, qui a reçu plus de 100 visites du Comité international de la Croix-Rouge depuis 2002.

Nous avons entendu parler de cas de prisonniers cubains... Des manifestations ont eu lieu en raison des conditions horribles dans les prisons à Canaleta. Selon nos informations, 8 ou 10 personnes ont été tuées au cours des derniers jours, mais aucune surveillance indépendante du Comité international de la Croix-Rouge n'est en place, et c'est scandaleux. La situation est normalisée, ce qui est déplorable selon moi.

À propos des fonds de contrepartie, je pense que c'est une excellente idée. Toutefois, comme pour les autres fonds, il faut voir les résultats finaux. Il doit y avoir une forme de reddition de comptes et de transparence pour vérifier si l'argent est versé aux Cubains qui en ont besoin sur le terrain. Une présence très active de l'ambassade canadienne pourrait surveiller le processus et vérifier que le financement pour Cuba que vont chercher les ONG au moyen de fonds de contrepartie à même l'argent des contribuables se rend aux personnes qui en ont besoin et qu'il atteint les objectifs établis.

Merci.

• (1720)

**Anita Vandenbeld:** Merci beaucoup.

Le Canada entretient depuis longtemps des relations diplomatiques avec Cuba, que nous pourrions certainement utiliser. Je ne veux pas employer le verbe « exploiter », mais nous pourrions nous servir de ces relations et de l'aide humanitaire pour soutenir les Cubains qui veulent instaurer des réformes.

J'aimerais revenir à M. Suarez et aux corridors humanitaires. Vous avez évoqué ces corridors et le rôle des diplomates. Pourriez-vous préciser exactement comment ces mécanismes fonctionnent? Je ne suis pas certaine de comprendre en quoi cela consiste. Cela prend-il la forme d'infrastructures physiques? Comment ces corridors seraient-ils organisés exactement?

**John Suarez:** Je crois que c'est moi qui ai parlé des corridors humanitaires.

Si je comprends bien, il est possible de mettre en place au moyen d'un mécanisme des Nations unies un corridor humanitaire et un arrangement avec le pays hôte pour fournir de l'aide directement sur le terrain. Ce peut être fait à la suite d'un vote aux Nations unies, ou mis en oeuvre de facto comme le font les États-Unis depuis les deux derniers mois.

[*Français*]

**Le président:** Monsieur Brunelle-Duceppe, vous avez la parole pour deux minutes et demie.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Merci, monsieur le président.

J'apprécie la recommandation de faire des pressions afin que la Croix-Rouge puisse avoir accès aux prisonniers et aux prisons à Cuba. Je pense que c'est une chose que nous examinerons tous ensemble dans le cadre de cette étude.

Tantôt, on a parlé de Mao Zedong et de Che Guevara, mais on aurait pu aussi parler de toutes les dictatures sud-américaines qui, de 1950 à 1990, ont été soutenues par les Américains, tant au Brésil, au Chili, en Argentine et en Uruguay qu'au Paraguay. Il y a eu l'opération Condor. C'était la guerre froide et, malheureusement, des populations ont été prises en étau par des grandes puissances.

J'ai de la difficulté à comprendre les réponses que j'ai obtenues aujourd'hui de la part des différents témoins qui sont venus nous voir et qui me disent précisément que le présent embargo américain n'a aucune conséquence sur la population et que le blocus pétrolier du 29 janvier imposé par les Américains n'a aucune conséquence sur la population.

Est-ce que les gens qui sont venus ici aujourd'hui sont en train de dire que l'embargo et le blocus énergétique sont de bonnes choses par rapport à la souffrance de la population à Cuba?

[*Traduction*]

**Yaxys Cires:** [*Le témoin s'exprime en espagnol, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

La gravité de la situation à Cuba ne s'explique pas uniquement par les conséquences de l'embargo, mais par des causes structurelles préexistantes.

À mon avis, nous parlons davantage de la crise, mais c'est en raison des dernières politiques adoptées par le gouvernement américain. Auparavant, c'était plus commode de nier la réalité. Il était préférable pour le régime cubain et pour répondre à différents intérêts internationaux de décrire Cuba comme le paradis sur terre.

Assez récemment, le président Petro a vanté le modèle cubain de soins de santé et son système d'éducation. C'est insensé. Peu importe l'éclairage qu'on lui donne, la situation actuelle n'est pas seulement attribuable à l'embargo. Elle est engendrée par des causes structurelles, qui ont été exposées, et par les priorités déterminées par l'élite cubaine.

**Le président:** Merci beaucoup. Le temps est écoulé.

Je cède la parole à Mme Cobena.

Vous avez cinq minutes.

**Sandra Cobena:** Merci, monsieur le président.

Monsieur Suarez, j'aimerais savoir ce que vous pensez des propos suivants, que l'ambassadeur de Cuba a tenus lors de son passage devant le Comité:

La question des droits de la personne a toujours été instrumentalisée contre Cuba. À Cuba, les gens se font incarcérer parce qu'ils ont violé la loi, et non pas en raison de leurs convictions politiques. Personne ne va en prison sans avoir subi un procès en bonne et due forme. Bon nombre de ces soi-disant prisonniers politiques ont avoué être des agents au service d'une superpuissance qui cherche à détruire le régime cubain.

• (1725)

**John Suarez:** Je vous invite à consulter les rapports récents d'Amnistie internationale qui qualifient de draconien et de totalitaire le nouveau code pénal mis en œuvre par Cuba en 2022. Ce code criminalise la dissension. Ses dispositions permettent d'alléguer que des personnes ont enfreint la loi, mais dans un système comportant des lois qui interdisent la libre expression. Autrement dit, le code pénal criminalise la dissension, mais aussi la pensée à un certain degré. Par exemple, le terme *peligrosidad social predelectiva* — qui a été remplacé depuis par un autre — signifie essentiellement que certaines personnes, en raison de leur classe sociale et de leurs idées, pourraient devenir un problème dans l'avenir; elles sont donc passibles d'une peine de prison de quatre ans.

Un juge qui a fait défection il y a quelques années a fourni de la documentation indiquant que des milliers d'individus par année sont accusés en vertu de cette loi. Or, ces individus ne sont pas des dissidents; ils sont jetés en prison parce que ce sont des dissidents en puissance.

Je suis certain que M. Cires peut ajouter quelque chose sur le sujet.

**Yaxys Cires:** [*Le témoin s'exprime en espagnol, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Dans les dernières années, le régime cubain a adopté des normes répressives et un nouveau code pénal qui prévoit des méthodes répressives encore plus poussées. Il existe une foule d'exemples éloquentes.

Récemment, un jeune a reçu une peine de prison pour avoir critiqué le régime sur Facebook. Un de ses amis a été condamné à cinq ans de prison seulement pour avoir relayé ce message dans les médias sociaux.

La situation est critique. Il y a plus de 800 prisonniers politiques. Je me demande comment on peut affirmer que ces incarcérations sont autre chose que des violations des droits de la personne.

**John Suarez:** J'aimerais aussi souligner le cas d'un père, Félix Navarro, et de sa fille, Sayli Navarro. M. Navarro était professeur à l'université. Il a été incarcéré en 2003 pour sa participation à la pétition sur le projet Varela. Sa fille s'est jointe à l'initiative Damas de Blanco, ou dames en blanc, lancée par des mères, des sœurs et des filles qui militent pour la libération d'êtres chers. Sa participation aux affaires politiques a commencé à ce moment-là.

En 2021, lorsque les manifestations ont eu lieu à Cuba, le père et la fille sont allés à la prison locale pour voir les militants qui avaient été arrêtés. Les deux sont encore en prison aujourd'hui pour cette raison. Ils sont considérés comme des prisonniers d'opinion par Amnistie internationale. Félix a plus de 70 ans et sa santé est chancelante. Nous sommes très préoccupés par ce qui pourrait lui arriver.

**Sandra Cobena:** Merci.

En 2021, des milliers de Cubains sont descendus dans la rue en scandant le slogan *Patria y Vida*, en français « la patrie et la vie ». Ils réclamaient la dignité, des possibilités de participer à l'économie et des libertés fondamentales. Le régime a répondu par des arresta-

tions massives, des violences policières et de longues sentences de prison.

Pouvez-vous nous dire combien de Cubains sont encore incarcérés, à l'heure actuelle, en raison de leur participation à ces manifestations?

**Le président:** Je voudrais que la députée m'aide à comprendre le lien avec la situation humanitaire et les questions consulaires.

**Sandra Cobena:** Ma question porte sur les droits de la personne, monsieur le président. C'est ce dont nous discutons.

**Le président:** Non. Nous discutons de la situation humanitaire. Tant que vous pouvez la rattacher au sujet, je vous laisserai avec plaisir poser votre question, mais plus vous vous éloignez du sujet, plus c'est difficile pour moi de ne pas intervenir.

**Sandra Cobena:** Je comprends. J'ai d'ailleurs mentionné « à l'heure actuelle »...

**Le président:** Je me réjouis que vous compreniez, mais j'aimerais tout de même voir le lien avec la situation humanitaire ou les questions consulaires.

Merci.

**Sandra Cobena:** Certains des prisonniers politiques sont pris dans une grave crise humanitaire.

**Le président:** Faites le lien. C'est tout ce que je demande.

**Sandra Cobena:** Merci.

À l'heure actuelle, combien de Cubains sont encore en prison parce qu'ils ont participé aux manifestations ou parce qu'ils ont exprimé leur dissidence?

**John Suarez:** Plusieurs centaines sont encore emprisonnés depuis leur arrestation en 2021. D'autres manifestations ont eu lieu — plus de 1 200 selon ce que nous savons. Ce sont des chiffres partiels parce qu'aucun acteur indépendant tel que le Comité international de la Croix-Rouge ne peut aller dans les prisons pour les corroborer. Ces chiffres sont fournis par des membres de la famille et d'autres personnes en mesure de les prouver.

Vous avez mentionné le slogan *Patria y Vida*. Un des auteurs de cette chanson, Maykel Castillo, a une santé très précaire. Il est encore incarcéré aujourd'hui en tant que prisonnier d'opinion.

Une autre personne qui apparaît dans la vidéo est Luis Manuel Otero Alcántara, qui figurait dans la liste des 100 personnes les plus influentes du magazine *Time* en 2021. Il a été arrêté lorsqu'il sortait de chez lui le 11 juillet 2021. Il souffre lui aussi dans une prison cubaine.

• (1730)

**Sandra Cobena:** [*La députée s'exprime en espagnol, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

J'aimerais vous poser une question.

L'ambassadeur de Cuba a déclaré récemment devant le Comité que Cuba est principalement une victime du blocus des États-Unis, et que c'est une des raisons fondamentales de la crise humanitaire au pays. Que pensez-vous de cette affirmation?

**Yaxys Cires:** [*Le témoin s'exprime en espagnol, et l'interprétation en anglais de ses propos est traduite ainsi:*]

Oui. La véritable victime de la situation actuelle, c'est le peuple cubain. Il n'est pas victime de l'embargo des États-Unis, mais de presque 70 ans de politiques délétères et de priorités mal établies qui accordent la primauté aux intérêts d'une élite militaire et familiale. Nous l'avons établi devant le Comité aujourd'hui.

Le rôle de l'ambassadeur est évidemment de défendre les politiques de son gouvernement, mais les faits disent le contraire.

**Le président:** Merci.

Au nom de mes collègues, je vous remercie tous les deux de votre témoignage devant le Comité.

Notre prochaine réunion se tiendra le 10 mars. Nous discuterons de la situation au Venezuela.

Le Comité souhaite-t-il lever la séance?

**Des députés:** D'accord.

**Le président:** Merci.

La séance est levée.

---





Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>